

**MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE, DES FINANCES ET DE LA
PLANIFICATION DU DÉVELOPPEMENT**

DIRECTION DE L'ÉCONOMIE

DIVISION PRÉVISION

NOTE DE CONJONCTURE

1er

TRIMESTRE 2015



JUILLET 2015

EQUIPE DE REDACTION DE LA NOTE DE CONJONCTURE

Anumu Edem KETOGLO, Chef de la Division Prévision
Ayao Demebia WONEGOU, Chef de la Section Conjoncture
Kouko Zoumarou AGBERE, Chef de la Section Enquêtes et Exploitations Statistiques
Ahodo-Abalo TCHAMDJA, Chef de la Section Prévision
Moutala SOUMANOU, Chargé d'Etudes
Hodalo BEDE KPATCHA, Chargée d'Etudes
Kokou Aménto AKAKPO, Chargé d'Etudes
Panadéma Tchilabalo ABAKE, Chargé d'Etudes
Mazabalo POHOUYOUREU, Chargé d'Etudes
Kossi AFFO, Chargé d'Etudes

COMITE DE LECTURE

Madame Ahéba JOHNSON
(Directrice de l'Economie)
Anumu Edem KETOGLO
Kouko Zoumarou AGBERE
Ahodo-Abalo TCHAMDJA
Moutala SOUMANOU
Ayao Demebia WONEGOU
Hodalo BEDE KPATCHA

Kossi AFFO
Kokou Aménto AKAKPO
Panadéma Tchilabalo ABAKE
Mazabalo POHOUYOUREU
N'kessey TCHALIM
Sbkawé OURO-NINI
Djaldjiss BA-BIYAO TOURE

SECRETARIAT

Abra Pniwè KOUWEKOU
Rakimatou OURADEÏ
Dodji Assion MENSAH

COLLECTE DU QUESTIONNAIRE D'ENQUETE

Komlatse AMADOTO

SOMMAIRE

RESUME	4
A. CONJONCTURE ECONOMIQUE INTERNATIONALE.....	5
I. MARCHÉ DES PRINCIPALES DEVISES	5
II. SITUATION ECONOMIQUE MONDIALE	8
B. CONJONCTURE ECONOMIQUE NATIONALE	12
I. PLUVIOMETRIE	12
II. INDUSTRIE	13
III. COMMERCE EXTERIEUR	16
IV. COMMERCE INTERIEUR	24
V. PRIX ET INFLATION.....	24
VI. TRANSIT	29
VII. TRANSPORT.....	29
VIII. IMMATRICULATION DES VEHICULES.....	29
IX. HÔTELS-BARS-RESTAURANTS.....	31
X. BATIMENTS ET TRAVAUX PUBLICS.....	31
XI. EMPLOI	31
XII. ENERGIE.....	32
XIII. SITUATION MONETAIRE	38
XIV. FINANCES PUBLIQUES	41
XV. DETTE PUBLIQUE	44
C. CHRONOLOGIE DES FAITS ECONOMIQUES NATIONAUX	47
D. NOTE METHODOLOGIQUE	51
I. ASPECT TENDANCIEL	51
II. ASPECT STATISTIQUE.....	51
E. ANNEXES	52
ANNEXE I : SITUATION ECONOMIQUE MONDIALE.....	53
ANNEXE II : PLUVIOMETRIE	64
ANNEXE III : COMMERCE EXTERIEUR	66
ANNEXE IV : PRIX ET INFLATION	77
ANNEXE V : FINANCES PUBLIQUES.....	79
ANNEXE IV : DETTE PUBLIQUE.....	81

RESUME

Au premier trimestre 2015, l'environnement économique international est marqué par une croissance en progression dans la plupart des pays développés et dans les pays émergents. L'inflation est restée assez faible dans ces pays avec un taux de chômage toujours élevé dans la zone euro.

Le marché des principales devises au premier trimestre 2015, comparé au trimestre précédent, est caractérisé par une appréciation du dollar américain, de la livre sterling et du yen par rapport au FCFA et une dépréciation de l'euro face à la devise américaine.

Au Togo, l'enquête de conjoncture effectuée auprès des entreprises révèle une baisse de l'Indice de la Production Industrielle (IPI) dans l'industrie et de l'Indice du Chiffre d'Affaires (ICA) au niveau du commerce intérieur.

Les échanges commerciaux du Togo au premier trimestre 2015, comparés à la même période de 2014, sont marqués par une régression des exportations et des importations et une amélioration du déficit commercial.

L'Indice Harmonisé des Prix à la Consommation (IHPC) est en hausse de 1,2% et 1,7% respectivement par rapport au trimestre précédent et à la période correspondante de 2014.

En glissement annuel, le nombre de véhicules à « deux roues » et celui de véhicules à « quatre roues », immatriculés par la Direction des Transports Routiers et Ferroviaires ont connu respectivement une baisse de 23,3% et une hausse de 18,4%.

A l'aéroport international GNASSINGBE Eyadema, le trafic total des passagers et les mouvements des aéronefs sont en hausse respectivement de 3,8% et 6,9% par rapport au quatrième trimestre 2014.

Le trafic portuaire total est en progression aussi bien en variation trimestrielle qu'en glissement annuel.

La situation monétaire à fin mars 2015, comparée à celle de fin décembre 2014, est caractérisée par une progression de la masse monétaire, des avoirs extérieurs nets et du crédit intérieur.

La situation des finances publiques au premier trimestre 2015, comparée à celle de la même période de 2014, est marquée par une augmentation des recettes de l'Etat, des dépenses courantes et des dépenses d'investissement.

A. CONJONCTURE ECONOMIQUE INTERNATIONALE

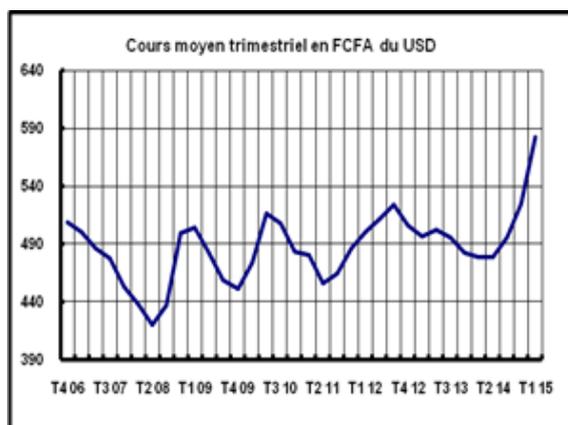
I. MARCHE DES PRINCIPALES DEVISES

Le marché des principales devises au premier trimestre 2015, comparé au quatrième trimestre 2014, est marqué par :

- une appréciation du dollar américain, de la livre sterling et du yen vis-à-vis du FCFA ;
- une dépréciation de l'euro par rapport au dollar américain.

1. Dollar américain

Le cours moyen mensuel du dollar américain est de 564,690 FCFA en janvier 2015, en hausse de 6,1% par rapport au mois précédent. Le cours de la devise américaine augmente de 2,4% en février et de 4,8% en mars 2015 pour se fixer à 605,462 FCFA.

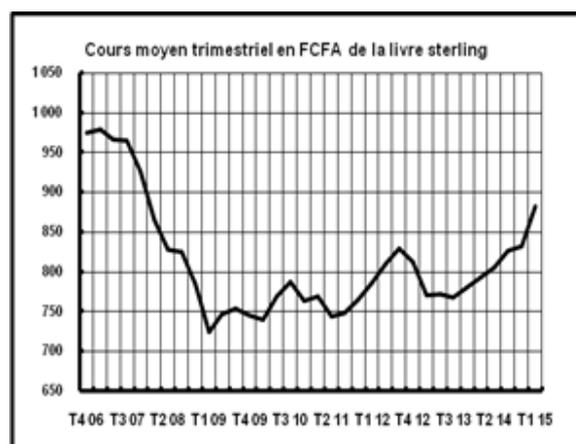


Le cours moyen du dollar au premier trimestre 2015 est de 582,707 FCFA, en progression de 11,0% en

variation trimestrielle et de 21,7% en glissement annuel.

2. Livre sterling

En janvier 2015, le cours moyen mensuel de la livre sterling est de 855,714 FCFA, en hausse de 2,8% par rapport à décembre 2014. En février, ce cours progresse de 3,5% et de 2,3% en mars 2015 pour se fixer à 906,674 FCFA.



Au premier trimestre 2015, le cours moyen trimestriel de la livre sterling s'établit à 882,764 FCFA, en hausse de 6,2% et 11,4% respectivement par rapport au trimestre précédent et en glissement annuel.

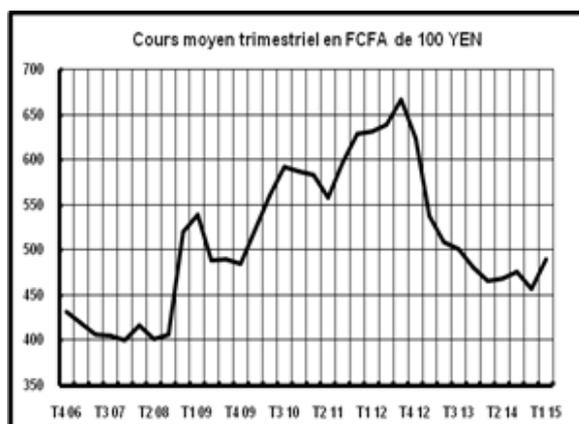
3. Yen japonais

Le cours moyen mensuel pour 100 yen japonais est de 477,507 FCFA en janvier 2015, soit une hausse de 0,7% par rapport à décembre 2014. En

février, le cours moyen du yen s'accroît de 2,0% et de 3,3% en mars 2015 pour atteindre 503,098 FCFA.

17,7% respectivement en variation trimestrielle et en glissement annuel.

Le cours moyen trimestriel pour 100 yen japonais est de 489,217 FCFA, en hausse de 7,1% par rapport au quatrième trimestre 2014 et de 5,0% par rapport au premier trimestre 2014.



4. Euro

En janvier 2015, le cours moyen mensuel de l'euro exprimé en dollar US est de 1,162, soit une baisse de 5,8% par rapport au mois précédent. Le cours de la devise européenne régresse de 2,3% en février et de 4,5% en mars 2015 pour se fixer à 1,084 dollar américain.



Le cours moyen de l'euro au premier trimestre 2015 est de 1,127 dollar US, en baisse de 9,8% et de

Tableau 1 : EVOLUTION DU COURS DES PRINCIPALES DEVISES

Date	USD (\$) en FCFA	Var mensuelle en %	GBP (£) en FCFA	Var mensuelle en %	100 JPY (¥) en FCFA	Var mensuelle en %	EURO en USD (\$)	Var mensuelle en %
Jan-14	481,964	-	793,440	-	463,720	-	1,361	-
Fév-14	480,228	-0,4	795,024	0,2	470,782	1,5	1,366	0,4
Mars-14	474,568	-1,2	788,727	-0,8	463,793	-1,5	1,382	1,2
Moyenne T1 14	478,920		792,397		466,098		1,370	
Oct-14	517,630	-	831,816	-	479,373	-	1,267	-
Nov-14	525,941	1,6	829,811	-0,2	444,355	-7,3	1,247	-1,6
Déc-14	531,985	1,1	832,142	0,3	446,157	0,4	1,233	-1,1
Moyenne T4 14	525,185		831,256		456,628		1,249	
Jan-15	564,690	6,1	855,714	2,8	477,507	0,7	1,162	-5,8
Fév-15	577,968	2,4	885,903	3,5	487,044	2,0	1,135	-2,3
Mars-15	605,462	4,8	906,674	2,3	503,098	3,3	1,084	-4,5
Moyenne T1 15	582,707		882,764		489,217		1,127	
Var(%)T1 15/T1 14	21,7		11,4		5,0		-17,7	
Var(%)T1 15/T4 14	11,0		6,2		7,1		-9,8	

Source: www.banque-france.fr

USD (\$) = dollar américain

GBP (£) = livre sterling

JPY (¥) = yen japonais

T1 14 : premier trimestre 2014

T4 14 : quatrième trimestre 2014

T1 15 : premier trimestre 2015

Var : variation

II. SITUATION ECONOMIQUE MONDIALE¹

1. Pays développés

1.1. Produit intérieur brut (PIB) : Contraction inattendue aux Etats-Unis, reprise dans la zone euro et au Japon.

Le taux de croissance du PIB trimestriel des pays membres de la zone euro a progressé de 0,4% au premier trimestre 2015 contre 0,3% au quatrième trimestre 2014 et au premier trimestre 2014. La baisse des prix du baril de pétrole brut et la dépréciation de l'euro vis-à-vis du dollar américain expliquent en partie cette reprise de la croissance. La reprise se confirme également au Royaume-Uni et au Japon. La situation par pays se présente comme suit :

- **France** : 0,6% au premier trimestre 2015 contre 0,0% au quatrième trimestre 2014 et -0,2% au premier trimestre 2014 ;
- **Allemagne** : 0,3% au premier trimestre 2015 contre 0,7% au quatrième trimestre 2014 et 0,8% au premier trimestre 2014 ;
- **Italie** : 0,3% au premier trimestre 2015 contre 0,0% au quatrième trimestre 2014 et -0,2% au premier trimestre 2014 ;
- **Japon** : 0,6% au premier trimestre 2015 contre 0,3% au

quatrième trimestre 2014 et 1,2% au premier trimestre 2014 ;

- **Royaume-Uni** : 0,3% au premier trimestre 2015 contre 0,6% au quatrième trimestre 2014 et 0,9% au premier trimestre 2014 ;

- **Etats-Unis** : -0,2% au premier trimestre 2015 contre 0,5% au quatrième trimestre 2014 et -0,5% au premier trimestre 2014.

La contraction de l'activité enregistrée avec les Etats-Unis s'explique par l'appréciation du dollar vis-à-vis de l'euro et du yen, la forte baisse des prix du baril de pétrole brut et un hiver sévère.

1.2. Taux d'inflation : Risque de déflation écarté

L'inflation mesurée par le niveau de l'indice des prix à la consommation se présente comme suit :

- **France** : 105,8 en mars 2015 contre 105,1 en février 2015, une moyenne de 105,1 au premier trimestre 2015 contre 105,4 au quatrième trimestre 2014 et 105,3 au premier trimestre 2014 ;
- **Allemagne** : 107,0 en mars 2015 contre 106,5 en février 2015, une moyenne de 106,4 au premier trimestre 2015 contre 106,7 au quatrième trimestre 2014 et 106,3 au premier trimestre 2014 ;
- **Italie** : 107,3 en mars 2015 contre 107,2 en février 2015, une moyenne de 107,1 au premier trimestre 2015 contre 107,3 au quatrième trimestre 2014 et 107,4 au premier trimestre 2014 ;

¹ Source : www.oecd.org et www.afristat.org

- **Japon** : 103,3 en mars 2015 contre 102,9 en février 2015, une moyenne de 103,1 au premier trimestre 2015 contre 103,4 au quatrième trimestre 2014 et 100,8 au premier trimestre 2014 ;

- **Royaume-Uni** : 111,5 en mars 2015 contre 111,3 en février 2015, une moyenne de 111,3 au premier trimestre 2015 contre 112,1 au quatrième trimestre 2014 et 111,2 au premier trimestre 2014 ;

- **Etats-Unis** : 108,3 en mars 2015 contre 107,6 en février 2015, une moyenne de 107,7 au premier trimestre 2015 contre 108,3 au quatrième trimestre 2014 et 107,8 au premier trimestre 2014.

1.3. Taux de chômage : Toujours élevé dans la zone euro, stabilisation aux Etats-Unis

- **France** : 10,6% en mars 2015 inchangé par rapport à février 2015, et à la moyenne du premier trimestre 2015 contre 10,5 au quatrième trimestre 2014 ;

- **Allemagne** : 4,7% en mars 2015 inchangé par rapport à février 2015, et à la moyenne du premier trimestre 2015 contre 4,9% au quatrième trimestre 2014 ;

- **Italie** : 13,0% en mars 2015 contre 12,7% en février 2015, une moyenne de 12,8% au premier trimestre 2015 contre 13,0% au quatrième trimestre 2014 ;

- **Japon** : 3,4% en mars 2015 contre 3,5% en février 2015, une moyenne de 3,5% au premier trimestre 2015 inchangé par rapport au quatrième trimestre 2014 ;

- **Royaume-Uni** : Données non disponibles.

- **Etats-Unis** : 5,5% en mars 2015 inchangé par rapport à février 2015, une moyenne de 5,6% au premier trimestre 2015 contre 5,7% au quatrième trimestre 2014.

2. Pays émergents

2.1. PIB

Le taux de croissance du PIB trimestriel se présente comme suit :

- **Chine** : 1,3% au premier trimestre 2015 contre 1,5% au quatrième trimestre 2014 et 1,6% au premier trimestre 2014 ;

- **Inde** : 4,1% au premier trimestre 2015 contre 3,1% au quatrième trimestre 2014 et 4,6% au premier trimestre 2014 ;

- **Indonésie** : 1,1% au premier trimestre 2015 contre 1,2% au quatrième trimestre 2014 et 1,2% au premier trimestre 2014 ;

- **Afrique du Sud** : 0,3% au premier trimestre 2015 contre 1,0% au quatrième trimestre 2014 et -0,4% au premier trimestre 2014.

2.2. Inflation

L'inflation mesurée par le niveau de l'indice des prix à la consommation se présente comme suit :

- **Chine** : 115,0 en mars 2015 contre 115,5 en février 2015, une moyenne de 114,9 au premier trimestre 2015 contre 113,7 au quatrième trimestre 2014 ;

- **Inde** : 144,4 en mars 2015 contre 143,8 en février 2015, une moyenne de 144,2 au premier trimestre 2015 contre 143,8 au quatrième trimestre 2014 ;

- **Indonésie** : 130,2 en mars 2015 contre 129,9 en février 2015, une moyenne de 130,2 au premier trimestre 2015 contre 128,0 au quatrième trimestre 2014 ;

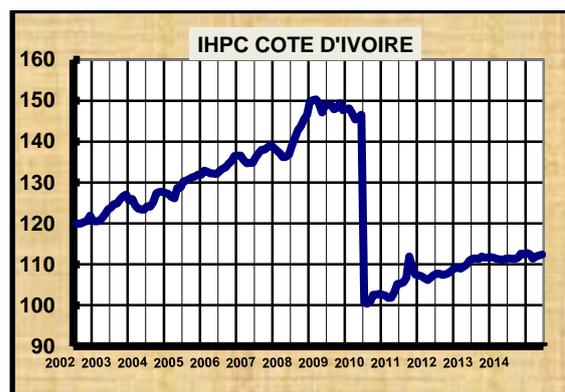
- **Afrique du Sud** : 128,4 en mars 2015 contre 126,8 en février 2015, une moyenne de 127,0 au premier trimestre 2015 contre 126,2 au quatrième trimestre 2014.

- **Bénin** : 112,2 en mars 2015 contre 111,2 en février 2015 et 112,7 en mars 2014 ;



- **Burkina Faso** : Données non disponibles

- **Côte d'Ivoire** : 113,3 en mars 2015 contre 112,8 en février 2015 et 111,3 en mars 2014 ;



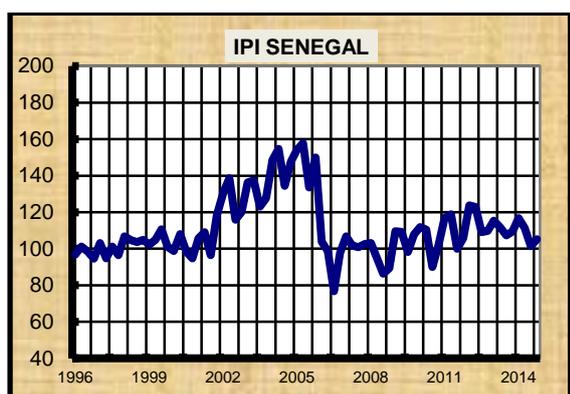
- **Guinée Bissau** : 105,3 en mars 2015 contre 105,4 en février 2015 et 104,4 en mars 2014 ;



3. Pays membres d'AFRISTAT

3.1. Indice de la production industrielle :

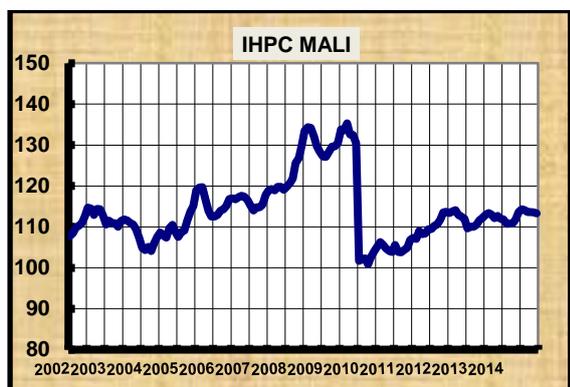
- **Sénégal** : 124,8 au premier trimestre 2015 contre 105,2 au quatrième trimestre 2014 et 116,8 au premier trimestre 2014 ;



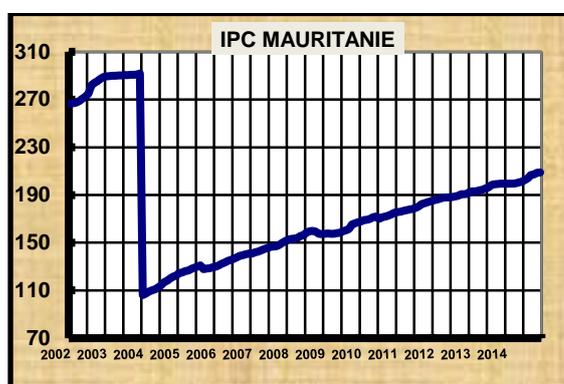
- **Autres pays membres** : Données non disponibles

3.2. Indice des prix à la consommation :

- **Mali** : 111,7 en mars 2015 contre 111,3 en février 2015 et 110,8 en mars 2014 ;



- **Mauritanie** : 210,6 en mars 2015 contre 209,9 en février 2015 et 199,6 en mars 2014 ;



- **Niger** : 104,2 en mars 2015 contre 105,4 en février 2015 et 103,5 en mars 2014 ;



- **Autres pays membres** : Données non disponibles.

- **Sénégal** : 101,6 en mars 2015 contre 102,1 en février 2015 et 102,9 en mars 2014 ;



- **Guinée** : 737,5 en mars 2015 contre 731,3 en février 2015 et 680,0 en mars 2014 ;

B. CONJONCTURE

ECONOMIQUE NATIONALE

I. PLUVIOMETRIE

Au cours du premier trimestre 2015, la pluviométrie moyenne relevée sur dix stations par la Direction de la Météorologie Nationale est de 106,8 mm en 9 jours contre 114,2 mm en 10 jours au premier trimestre 2014, soit une baisse de 6,5% pour la quantité.

Les premières pluies ont été enregistrées au cours du mois de février sur l'ensemble des stations à l'exception de Dapaong qui n'a enregistré aucune pluie au cours du premier trimestre.

Les cumuls pluviométriques des trois premiers mois de 2015 varient entre 37,5 mm et 375,0 mm. Comparés aux cumuls du premier trimestre 2014, ils sont en baisse sauf au niveau de deux (2) stations de la partie méridionale² (Tabligbo et Kouma-konda) et deux (2) stations de la partie septentrionale (Niamtougou et Mango).

La situation par station se présente comme suit :

- Lomé : 85,5 mm, soit une variation de -0,5% ;
- Tabligbo : 186,5 mm, soit une variation de +0,1% ;
- Atakpamé : 122,8 mm, soit une variation de -0,1% ;
- Kouma-Konda : 375,0 mm, soit une variation de +0,7% ;
- Sotouboua : 101,0 mm, soit une variation de -0,4% ;
- Sokodé : 69,1 mm, soit une variation de -0,3% ;
- Kara : 38,2 mm, soit une variation de -0,6% ;
- Niamtougou : 37,5 mm, soit une variation de +0,1% ;
- Mango : 52,5 mm, soit une variation de +1,4% ;
- Dapaong : 0,0 mm, soit une variation de -1,0%.

Globalement, sur la période sous revue, la pluviométrie de 2015 est inférieure à celle de l'année précédente. Cependant, toutes les stations à l'exception de Dapaong ont enregistré des pluies qui devraient favoriser une bonne campagne agricole si elles se prolongent normalement dans l'espace et dans le temps.

² La partie méridionale du Togo est composée de quatre (4) stations (Lomé, Tabligbo, Atakpamé et Kouma-Konda) et la partie septentrionale de six (6) stations (Sotouboua, Sokodé, Kara, Niamtougou, Mango et Dapaong).

II. INDUSTRIE

Dans le secteur de l'industrie, l'indice du chiffre d'affaires (ICA) réalisé au cours du premier trimestre 2015 est de 160,5, en baisse de 1,5% par rapport au quatrième trimestre 2014 et de 17,5% par rapport à la même période de 2014.

Tableau 2: INDICES GLOBAUX

	Indice (base100=1T04)			Variation en %	
	1T-15	4T-14	1T-14	1T-15/ 4T-14	1T-15/ 1T-14
IPI	141,7	146,7	142,5	-3,4	-0,6
ICA	160,5	162,8	194,3	-1,5	-17,5
Salaires	118,5	117,1	135,7	1,2	-12,7
Emploi	95,2	95,4	98,5	-0,2	-3,4

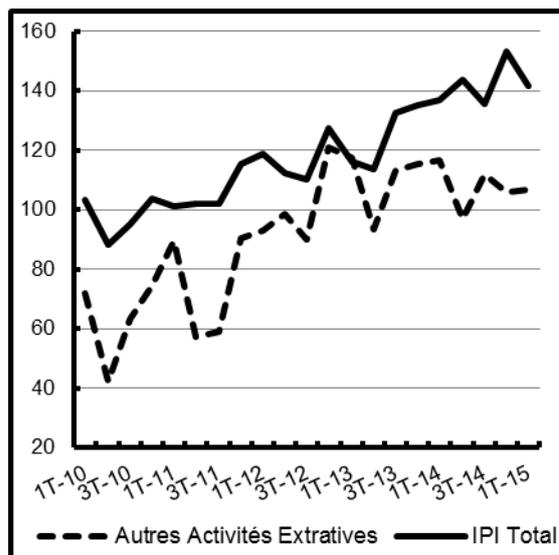
Source : Direction de l'Economie / Division Prévision : les données d'enquête de conjoncture

L'Indice de la Production Industrielle (IPI) au premier trimestre 2015 est de 141,7, en baisse de 3,4% en variation trimestrielle et 0,6% en glissement annuel.

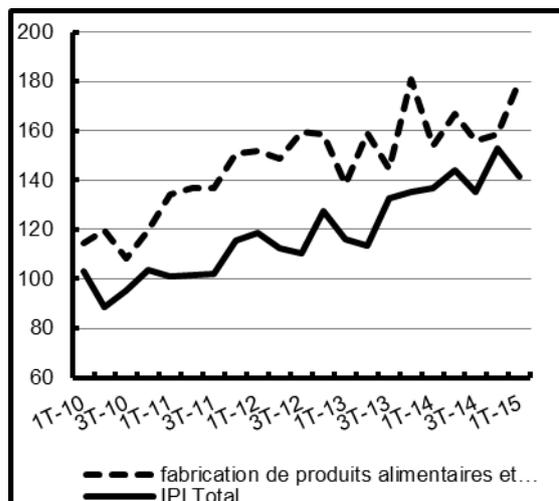
Les principales divisions³ de l'industrie ont évolué comme suit :

- **Autres activités extractives :** 106,8 au premier trimestre 2015 contre 105,9 au quatrième trimestre 2014 et 116,8 au premier trimestre 2014 ;

³ Les « autres activités extractives », la « fabrication des produits alimentaires et des boissons » et la « fabrication de verre, poteries et matériaux pour la construction » représentent 77,3% de l'ensemble des pondérations.



- **Fabrication de produits alimentaires et de boissons :** 180,5 au premier trimestre 2015 contre 177,8 au quatrième trimestre 2014 et 153,8 au premier trimestre 2014 ;



- **Fabrication de verre, poteries et matériaux pour la construction :** 106,9 au premier trimestre 2015 contre 110,9 au quatrième trimestre 2014 et 113,2 au premier trimestre 2014.

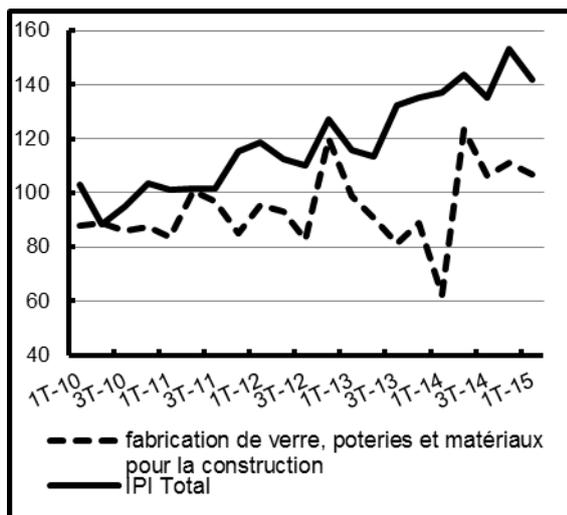


Tableau 3: EVOLUTION DES IPI DES DOUZE DIVISIONS INDUSTRIELLES

DIVISION	Poids	1T 15	4T 14	1T 14	Variation en %	
					1T 15/4T 14	1T 15/1T 14
AUTRES ACTIVITÉS EXTRACTIVES	299	106,8	105,9	116,8	0,8	-8,6
FABRICATION DE PRODUITS ALIMENTAIRES ET DE BOISSONS	277,1	180,5	177,8	153,8	1,5	17,4
FABRICATION DE TEXTILES	0,3	52,4	67,6	62,1	-22,5	-15,6
FABRICATION DE PRODUITS CHIMIQUES	7,6	73,4	84,1	98,2	-12,7	-25,3
FABRICATION DE PRODUITS EN CAOUTCHOUC OU EN MATIÈRES PLASTIQUES	21,8	0,4	0,4	0,6	0,0	-33,3
FABRICATION DE VERRE, POTERIES ET MATÉRIAUX POUR LA CONSTRUCTION	196,6	106,9	110,9	113,2	-3,6	-5,6
MÉTALLURGIE ; FONDERIE	7,1	54,5	62,1	43,5	-12,2	25,3
FABRICATION D'OUVRAGES EN MÉTAUX ; TRAVAIL DES MÉTAUX	6,8	32,2	28,4	6,4	13,4	403,1
FABRICATION DE MACHINES ET DE MATÉRIELS ÉLECTRIQUES	2,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
FABRICATION DE MEUBLES ; ACTIVITÉS DE FABRICATION N.C.A	48,4	271,3	338,1	328,2	-19,8	-17,3
PRODUCTION ET DISTRIBUTION D'ÉLECTRICITÉ ET DE GAZ	87	224,3	246,7	242,0	-9,1	-7,3
CAPTAGE, TRAITEMENT ET DISTRIBUTION D'EAU	46,4	106,0	106,0	101,2	0,0	4,7
INDUSTRIE	1000	141,7	146,7	142,5	-3,4	-0,6

Source : Direction de l'Economie / Division Prévision : les données d'enquête de conjoncture

Légende :

1T 15 = premier trimestre 2015

4T 14 = quatrième trimestre 2014

1T 14 = premier trimestre 2014

1T 15/4T 14 = variation premier trimestre 2015 par rapport au quatrième trimestre 2014

1T 15/1T 14 = variation premier trimestre 2015 par rapport au premier trimestre 2014

III. COMMERCE EXTERIEUR

1. Trafic au Port Autonome de Lomé (PAL)

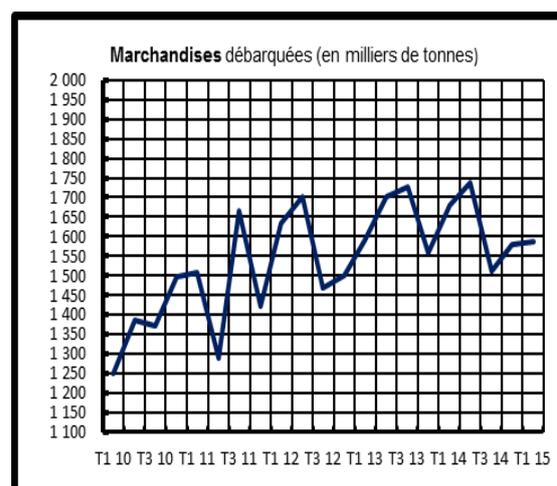
Le trafic portuaire total s'établit à 3.498,7 milliers de tonnes au premier trimestre 2014 contre 2.486,7 milliers de tonnes au trimestre précédent et 2.136,9 milliers de tonnes un an plus tôt, soit respectivement une augmentation de 40,7% et 63,7%.

1.1. Les marchandises débarquées

Au premier trimestre 2015, la quantité de marchandises débarquées au PAL s'élève à 1.585,3 milliers de tonnes, en augmentation de 0,3% par rapport au trimestre précédent et en diminution de 5,7% par rapport à la même période de 2014.

La progression des marchandises débarquées en variation trimestrielle provient de la hausse des importations des produits pétroliers et du transit respectivement de 55,7% et 46,0%.

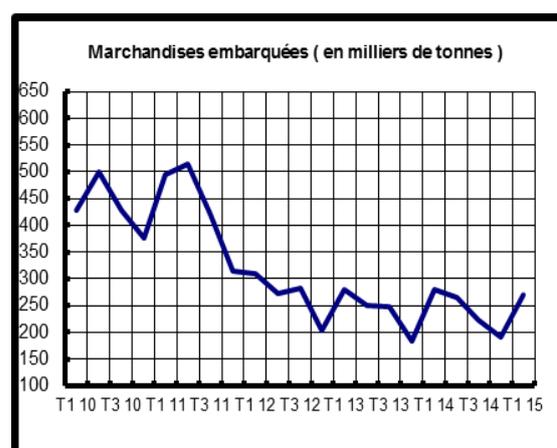
La baisse en glissement annuel est imputable au recul de l'importation des produits alimentaires, des matériaux de constructions et des autres produits respectivement de 1,4%, 1,1% et 28,2%.



1.2. Les marchandises embarquées

Au premier trimestre 2015, les marchandises embarquées ont augmenté de 41,5% par rapport au quatrième trimestre 2014 pour s'établir à 270,4 milliers de tonnes. En glissement annuel, elles ont baissé de 3,3%.

La quantité des produits agricoles exportée s'établit à 91,8 milliers de tonnes, soit une progression de 126,1% et 27,0% respectivement en variation trimestrielle et en glissement annuel.



1.3. Les transbordements et les navires accostés

Les transbordements de marchandises s'établissent à 1.643,0 milliers de tonnes au premier trimestre 2015, en progression de 130,0% et 829,8% respectivement par rapport au trimestre précédent et en glissement annuel. En liaison avec la montée en puissance des opérations de Bolloré et du Togo Terminal.

Le nombre de navires ayant accosté au PAL au premier trimestre 2015 s'est chiffré à 337, en progression de 18,2% et 17,4% respectivement en variation trimestrielle et en glissement annuel.

Sur la même période, le tonnage moyen par navire est de 10,4 milliers de tonnes, en hausse de 19,0% et 39,4% respectivement en variation trimestrielle et en glissement annuel.

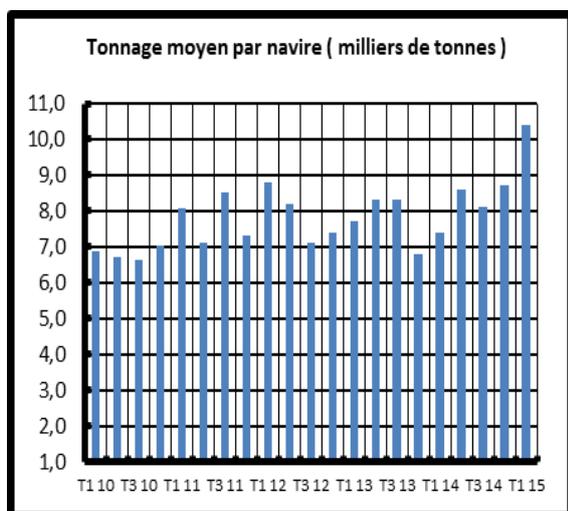


Tableau 4: TRAFIC PORTUAIRE

	2014				2015				variation		
	T1 14	Octobre	Novembre	Décembre	T4 14	Janvier	Février	Mars	T1 15	T1 15/T4 14	T1 15/T1 14
MARCHANDISES DEBARQUEES (en milliers de tonnes)	1680,7	582,7	495,3	503,2	1581,2	587,2	482,7	515,4	1585,3	0,3	-5,7
*Produits pétroliers	94,7	35,1	16,3	33,1	84,5	15,2	66,8	49,6	131,6	55,7	39,0
*Produits alimentaires	170,4	40,6	103,1	38,2	181,9	53,8	45	69,2	168	-7,6	-1,4
*Matériaux de constructions	52,6	28,9	12,3	25,6	66,8	25,7	17,6	8,7	52	-22,2	-1,1
*Transit	605,7	250,6	122,6	99,4	472,6	304,9	180	204,9	689,8	46,0	13,9
-Bénin	14,9	6,4	2,9	3,7	13	3,9	2,7	6	12,6	-3,1	-15,4
-Ghana	192,8	140,7	47,6	2,3	190,6	188,1	48,4	101,9	338,4	77,5	75,5
-Côte d'Ivoire	5,1	1,3	1,3	1,9	4,5	1,9	1,8	2	5,7	26,7	11,8
-Mali	24,7	8,5	6,8	6,4	21,7	8	6,2	4,8	19	-12,4	-23,1
-Niger	104,4	38,0	17,6	20,3	75,9	21,4	24	18,8	64,2	-15,4	-38,5
-Nigeria	34,5	4,8	1,0	4,9	10,7	0,4	0,3	0,5	1,2	-88,8	-96,5
-Burkina Faso	229,3	50,9	45,4	59,9	156,2	81,2	96,3	70,9	248,4	59,0	8,3
-Autres pays	0,1	0,1	0,3	0,2	0,6	0	0,3	0	0,3	-50,0	200,0
*Autres	757,3	227,5	241,0	306,9	775,4	187,6	173,3	183	543,9	-29,9	-28,2
MARCHANDISES EMBARQUEES (en milliers de tonnes)	279,5	51,6	64,1	75,4	191,1	73,4	104,8	92,2	270,4	41,5	-3,3
*Produits agricoles	72,3	8,4	9,5	22,7	40,6	28,3	31,8	31,7	91,8	126,1	27,0
*Transit	46,3	3,3	1,2	0,5	5	6,5	20	18,8	45,3	806,0	-2,2
-Bénin	0,0	0,0	0,0	0,0	0	0	0	0	0		
-Ghana	0,0	0,0	0,0	0,0	0	0	0,2	0,2	0,4		
-Côte d'Ivoire	0,0	0,0	0,0	0,0	0	0	0	0	0		
-Mali	1,9	0,0	0,0	0,0	0	0,6	1,5	0	2,1		10,5
-Niger	0,0	0,0	0,0	0,0	0	0	0	0	0		
-Nigeria	0,0	0,0	0,0	0,0	0	0	0	0	0		
-Burkina Faso	44,4	3,3	1,2	0,5	5	5,9	18,3	18,6	42,8	756,0	-3,6
-Autres pays	0,0	0,0	0,0	0,0	0	0	0	0	0		
*Autres	160,9	39,9	53,4	52,2	145,5	38,6	53	41,7	133,3	-8,4	-17,2
PASSAGERS	272	0	0	0	0	0	0	0	0		-100,0
*Embarquées	0	0,0	0,0	0,0	0	0	0	0	0		
*Débarquées	272	0,0	0,0	0,0	0	0	0	0	0		-100,0
*Transit	0	0,0	0,0	0,0	0	0	0	0	0		
NAVIRES	287	78	91	116	285	101	119	117	337	18,2	17,4
TOTAL DU TRAFIC (en milliers de tonnes)	2136,9	748,0	737,1	1001,6	2486,7	1142,7	1081,5	1274,5	3498,7	40,7	63,7
Marchandises (embarquées et débarquées)	1960,2	634,3	559,4	578,6	1772,3	660,6	587,5	607,6	1855,7	4,7	-5,3
Dont Transit						0	0	0	0		
*en quantité	652,0	253,9	123,8	99,9	477,6	311,4	200	223,7	735,1	53,9	12,7
*Part relative en %	30,5	33,9	16,8	10,0	19,2	27,3	18,5	17,6	21,0		
Transbordement (débarqués et embarqués)	176,7	113,7	177,7	423,0	714,4	482,1	494,0	666,9	1643,0	130,0	829,8
Tonnage moyen par navire	7,4	9,6	8,1	8,6	8,7	11,3	9,1	10,9	10,4	19,0	39,4

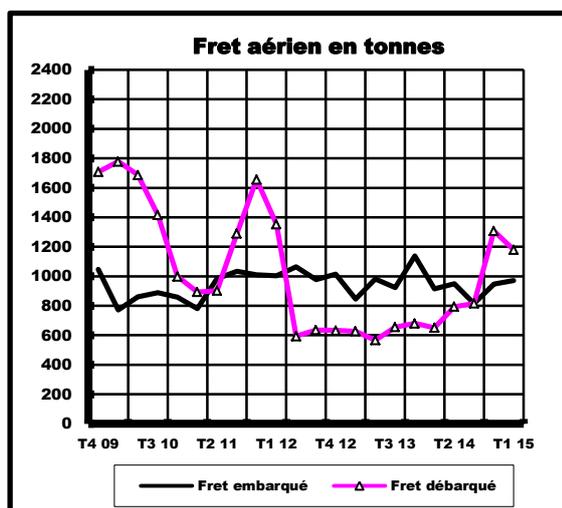
Source: PAL/DE

2. Trafic aéroportuaire

2.1. Fret aérien

Au premier trimestre 2015, le fret aérien total à l'Aéroport international Gnassingbé Eyadema (AIGE) de Lomé se chiffre à 2.517,0 tonnes contre 3.232,9 tonnes au quatrième trimestre 2014, soit une baisse de 22,1%. Par rapport au premier trimestre 2014, il est en hausse de 29,4%.

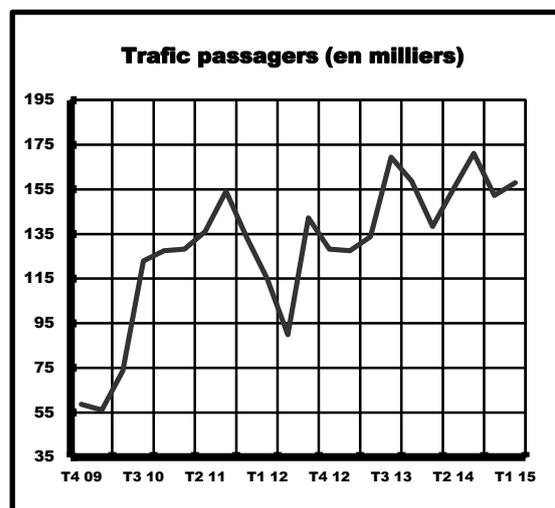
En variation trimestrielle, le fret embarqué a augmenté de 2,6% pour atteindre 972,1 tonnes. Par contre, le fret débarqué et celui en transit, chiffrés respectivement à 1.181,0 tonnes et 364,0 tonnes au premier trimestre 2015, ont régressé respectivement de 9,7% et 62,8%. En glissement annuel, le fret embarqué et le fret débarqué ont progressé respectivement de 6,4% et 81,5% tandis que le fret en transit a baissé de 4,2%.



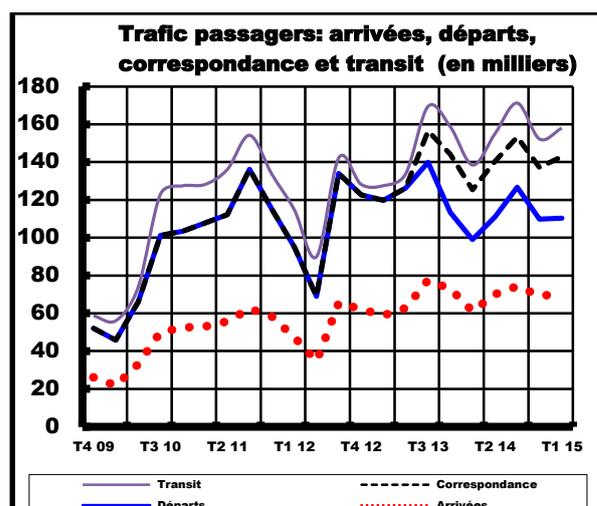
2.2. Trafic de passagers

Le trafic total des passagers à l'AIGE s'élève à 157.990 passagers au premier trimestre 2015, en hausse de 3,8% par rapport au quatrième

trimestre 2014. Cette progression est due essentiellement aux passagers en correspondance qui ont augmenté de 18,8%. Les départs ont diminué de 0,2% alors que les arrivées et le transit ont progressé respectivement de 0,9% et 0,4%.



Par rapport au premier trimestre 2014, le trafic total des passagers a augmenté de 14,1%. Cette hausse s'explique par les arrivées, les départs, la correspondance et le transit qui ont progressé respectivement de 14,7%, 6,0%, 24,3% et 14,5%.



2.3. Mouvements d'aéronefs

Au premier trimestre 2015, il est enregistré 1.478 mouvements d'aéronefs à l'AIGE, en hausse de 6,9% en variation trimestrielle et de 18,6% en glissement annuel.

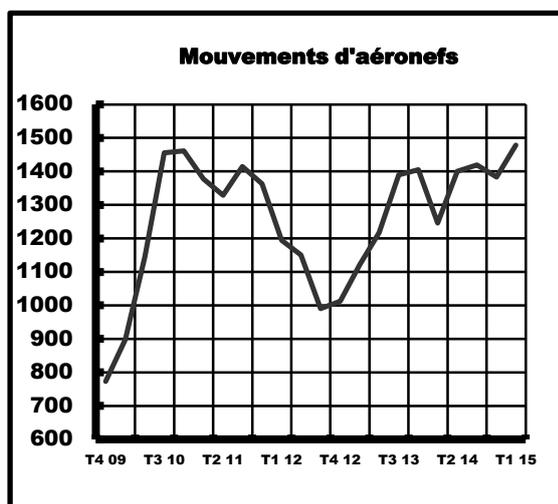


Tableau 5 : TRAFIC AEROPORTUAIRE

TRAFIC	T4 14	1er TRIMESTRE			Var en % T1 15/T1 14	Var en % T1 15/T4 14
		2014	2015	Var en % T1 15/T1 14		
Passagers						
Arrivées	69 327	61 014	69 972	14,7	0,9	
Départs	40 437	38 068	40 363	6,0	-0,2	
Correspondance	27 500	26 270	32 666	24,3	18,8	
Transit	14 936	13 092	14 989	14,5	0,4	
Total passagers	152 200	138 444	157 990	14,1	3,8	
Frêt aérien (en tonnes)						
Embarqué	947,9	913,9	972,1	6,4	2,6	
Transit	977,9	380,1	364,0	-4,2	-62,8	
Débarqué	1 307,1	650,8	1 181,0	81,5	-9,7	
Total fret aérien	3 232,9	1 944,8	2 517,0	29,4	-22,1	
Mouvements d'aéronefs	1 383	1 246	1 478	18,6	6,9	

Source : Société aéroportuaire de Lomé Tokoin

var: variation

T1 15: premier trimestre 2015

T4 14: quatrième trimestre 2014

T1 14: premier trimestre 2014

3. Commerce Spécial

Les échanges commerciaux du Togo avec le reste du monde au premier trimestre 2015 comparés à la même période de 2014 sont marqués par une régression des exportations et des importations en valeur et une amélioration du déficit commercial.

3.1. Exportations

Les exportations f.o.b. se sont établies à 75,7 milliards de FCFA contre 76,3 milliards de FCFA au premier trimestre 2014, soit une baisse de 0,8%. Le poids des exportations se chiffre à 246.488,9 tonnes contre 271.076,9 tonnes un an plus tôt. Cette régression des exportations est essentiellement due à un recul des exportations en valeur des produits tels que : les « autres contenants obtenus à partir de polyéthylènes ou de polypropylènes » (- 46,4%), le « coton, non cardé ni peigné : égrené » (- 27,8%), les « conditionnés en emballages de 25 kg et plus » (- 18,7%) et les « autres produits de beauté, de maquillage, solaires ou pour la peau » (- 12,6%).

Par ailleurs, les exportations à destination des pays comme la Suisse, la Chine, le Nigéria et le Niger ont diminué en valeur, respectivement de 58,3%, 50,5%, 50,3% et 35,2%.

Au premier trimestre 2015, les « sacs, sachets, pochettes, cornets en polyéthylène » sont le premier produit d'exportation du Togo avec une valeur de 5,6 milliards de FCFA pour une quantité de 5.936,6 tonnes, soit une part relative de 7,4% de la valeur totale des exportations contre respectivement 5,8 milliards de FCFA, 5.961,0 tonnes et 7,6% à la même période de 2014.

Les « autres produits de beauté, de maquillage, solaires ou pour la peau » sont le deuxième produit d'exportation du Togo avec 5,4 milliards de FCFA pour 2.272,4 tonnes contre respectivement 6,1 milliards de FCFA et 3.417,5 tonnes au premier trimestre 2014.

L'« or non monétaire, y.c. l'or platine, sous autres formes brutes » sont le troisième produit d'exportation avec 5,0 milliards de FCFA pour une quantité de 5,0 tonnes, soit une part relative de 6,7% contre respectivement 5,8 milliards de FCFA, 5,8 tonnes et 7,6% au premier trimestre 2014.

Au titre du premier trimestre 2015, le Burkina Faso est le premier client du Togo au niveau mondial avec 15,4 milliards de FCFA pour une quantité de 69.899,5 tonnes contre 12,1 milliards de FCFA et une quantité de 35.959,6 tonnes à la même période de 2014. Les exportations à destination de ce pays portent essentiellement sur les « ciments non pulvérisés dits "clinkers", même colorés », l'« hydrogèneorthophosphate de diammonium (phosphate diamonique) » et le « tôle galva enroulée ».

Le Burkina Faso est suivi du Bénin avec 14,7 milliards de FCFA pour une quantité de 97.785,7 tonnes, soit une part relative en valeur de 19,4% contre respectivement 10,9 milliards de FCFA, 18.184,4 tonnes et 14,4% un an plus tôt. Les exportations à destination de ce pays portent essentiellement sur les « ciments non pulvérisés dits "clinkers", même colorés », les « sacs, sachets, pochettes, cornets en polyéthylène » et les « eaux y.c. les eaux minérales et gazéifiées sucrées ou aromatisées ».

Le Niger est le troisième client du Togo avec 8,5 milliards de FCFA pour une quantité de 14.420,6 tonnes contre respectivement 13,2 milliards de FCFA et 129.285,3 tonnes au premier trimestre 2014.

Les exportations togolaises vers les Etats membres de l'UEMOA s'établissent à 47,6 milliards de FCFA au premier trimestre 2015 contre 42,4 milliards de FCFA à la même période de 2014 pour des quantités respectives de 191.652,9 tonnes et 192.313,5 tonnes.

Le Burkina Faso, le Bénin et Niger sont respectivement premier, deuxième et troisième clients UEMOA du Togo. Les exportations vers ces trois pays sont respectivement de 15,4 milliards de FCFA, 14,7 milliards de FCFA et 8,5 milliards de FCFA, soit respectivement 32,4%, 30,8% et 17,9% de la valeur totale des exportations à destination de l'Union.

Le Togo a exporté pour une valeur totale de 55,1 milliards de FCFA vers les Etats de la CEDEAO et une quantité de 198.577,4 tonnes contre respectivement 56,9 milliards de FCFA et 202.642,8 tonnes un an auparavant.

3.2. Importations

Les importations c.a.f. du Togo au premier trimestre 2015 ont régressé de 3,6% en valeur par rapport à la même période de 2014 et se chiffrent à 210,7 milliards de FCFA contre 218,5 milliards de FCFA un an plus tôt. Le poids des importations togolaises s'élève à 703.558,2 tonnes au premier trimestre 2015 contre 868.718,1 tonnes au premier trimestre 2014.

Les « huiles lourdes à l'exclusion des huiles lubrifiantes : gas-oil » sont le premier produit d'importation avec 11,0 milliards de FCFA contre 15,1

milliards de FCFA au premier trimestre 2014.

Les « autres huiles de pétrole » viennent en deuxième position des importations togolaises avec une valeur de 8,3 milliards de FCFA pour une quantité de 21.445,5 tonnes contre aucune importation de ce produit au premier trimestre 2014.

Les « ciments non pulvérisés dits "clinkers", même colorés » sont le troisième produit d'importation avec une valeur de 6,9 milliards de FCFA, soit 3,3% de la valeur totale des importations contre respectivement 11,8 milliards de FCFA et 5,4% un an plus tôt.

Du côté des fournisseurs, la Chine est le premier fournisseur du Togo avec 38,4 milliards de FCFA, en régression de 3,3% par rapport à la même période de 2014 pour une part relative de 18,2% de la valeur des importations tout comme au premier trimestre 2014. Les importations en provenance de ce partenaire portent essentiellement sur les « autres tissus de coton couleur, 85%, 200 g/m² ou moins », le « fil machine et fil recuit », les « sandalettes », les « motos DT 125 neuves » et les « matériels informatiques ».

La Chine est suivie de la France avec 19,4 milliards de FCFA pour une quantité de 26.612,6 tonnes contre respectivement 16,0 milliards de FCFA et 24.308,1 tonnes au premier trimestre 2014.

La Belgique est le troisième fournisseur du Togo avec 11,8 milliards de FCFA et 26.563,9 tonnes pour une part relative de 5,6% de la valeur totale des importations contre respectivement 12,9 milliards de FCFA, 17.400,8 tonnes et 5,9% un an plus tôt.

Les importations du Togo en provenance des Etats de l'UEMOA au cours du premier trimestre 2015 sont de 11,2 milliards de FCFA, en hausse de 18,5% par rapport à la même période de 2014. Cette progression s'explique par la hausse en valeur des importations togolaises en provenance de tous les Etats membres de l'Union à l'exception du Bénin et de la Guinée-Bissau

La Côte d'Ivoire et le Sénégal sont respectivement premier et deuxième fournisseurs du Togo dans l'Union avec respectivement 7,0 milliards de FCFA et 1,6 milliard de FCFA contre respectivement 4,1 milliards de FCFA et 1,4 milliard de FCFA au premier trimestre 2014. Les importations provenant de la Côte d'Ivoire ont porté principalement sur les « fuel-oil lourd I », le « bitume de pétrole » et les « savons ordinaires ».

Au niveau de la CEDEAO, les importations ont progressé de 7,6% en se fixant à 19,9 milliards de FCFA au premier trimestre 2015.

La Côte d'Ivoire est le premier fournisseur du Togo dans la Communauté pour une valeur de 7,0 milliards de FCFA contre 4,1 milliards de FCFA au premier trimestre 2014. Les achats en provenance de la Côte d'Ivoire ont porté essentiellement sur les « fuel-oil lourd I », les « savons ordinaires » et le « bitume de pétrole ».

3.3. Balance Commerciale

Le déficit commercial du Togo avec l'ensemble des pays partenaires est passé de 142,2 milliards de FCFA au premier trimestre 2014 à 135,0 milliards de FCFA au premier trimestre 2015, soit une amélioration de 7,2 milliards de FCFA.

La balance excédentaire avec les Etats de l'UEMOA s'établit à 36,4 milliards de FCFA contre 33,0 milliards de FCFA au premier trimestre 2014.

L'excédent commercial avec les Etats de la CEDEAO est passé de 38,4 milliards de FCFA au premier trimestre 2014 à 35,2 milliards de FCFA à la même période de 2015.

IV. COMMERCE INTERIEUR

L'enquête de conjoncture effectuée auprès des entreprises au cours du premier trimestre 2015 révèle une baisse des activités commerciales par rapport au quatrième trimestre 2014.

L'indice du chiffre d'affaires (base 100 en 2004) au premier trimestre 2015 est de 327,6 contre 332,0 au quatrième trimestre 2014. Cet indice régresse de 1,3% en variation trimestrielle et progresse de 7,0% en glissement annuel.

Au cours du premier trimestre 2015, les entreprises commerciales qui se sont prononcées déclarent à 52,9% avoir connu des difficultés de trésorerie.

Suivant les prévisions des chefs d'entreprise, l'indice du chiffre d'affaires du deuxième trimestre 2015 serait en baisse par rapport au premier trimestre 2015.

V. PRIX ET INFLATION

L'Indice Harmonisé des Prix à la Consommation (IHPC) base 100 en

2008 s'établit au premier trimestre 2015 à 115,3 contre 113,9 au trimestre précédent, soit une hausse de 1,2%.

L'IHPC s'établit en mars 2015 à 114,9, en progression de 0,9% par rapport au mois correspondant de l'année 2014.

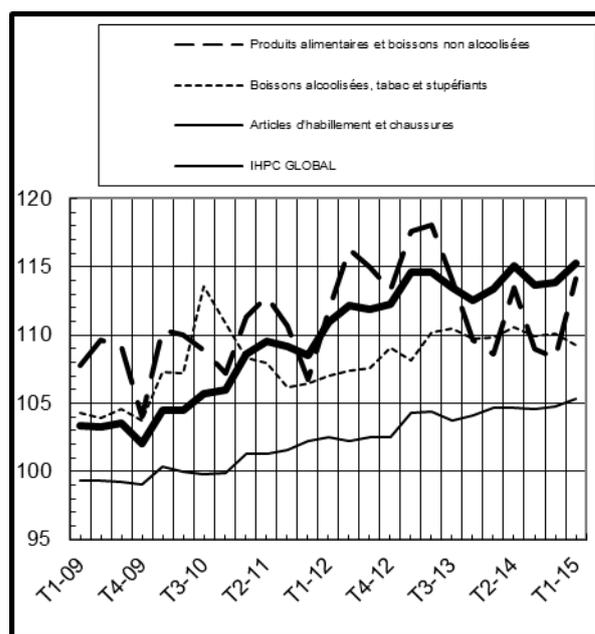
La moyenne des indices du premier trimestre 2015 est en hausse de 1,7% par rapport au premier trimestre 2014. Cette progression résulte essentiellement de l'effet conjugué de la variation des prix au niveau des fonctions « **Produits alimentaires et boissons non alcoolisées** » (+5,1%), « **Logement, eau, gaz, électricité et autres combustibles** » (+1,6%), « **Transports** » (-2,0%) et « **Restaurants et hôtels** » (+1,1%). La baisse des prix observée dans les transports serait en liaison avec la baisse des prix des produits pétroliers décidée par le Gouvernement en janvier 2015.

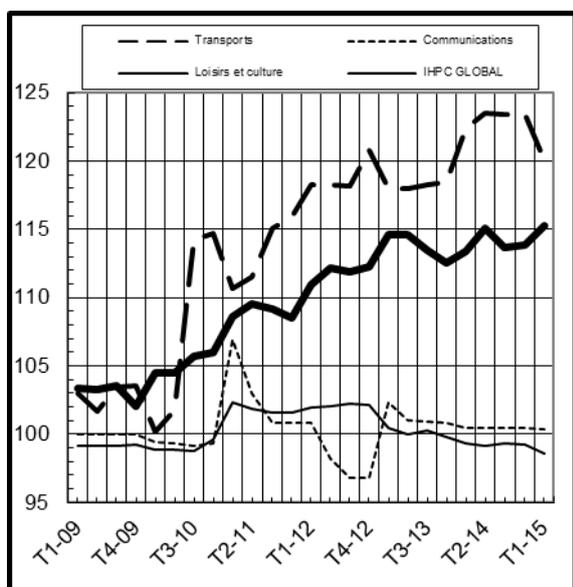
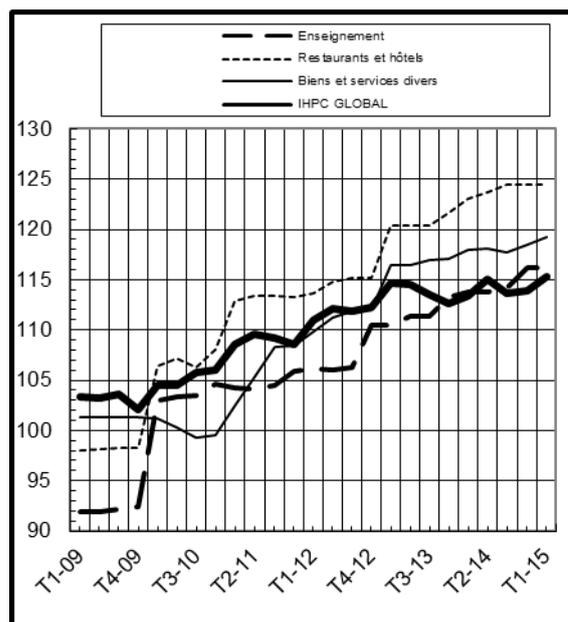
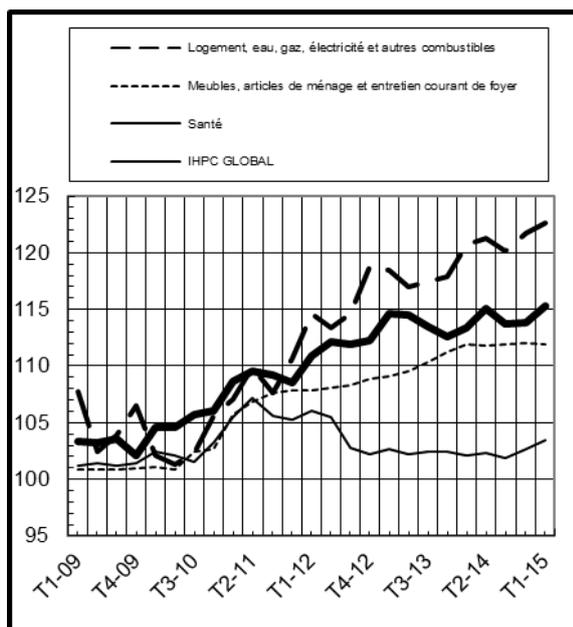
Les douze fonctions de l'indice ont évolué comme suit :

- **Produits alimentaires et boissons non alcoolisées** : +5,1%
- **Boissons alcoolisées, tabac et stupéfiants** : -0,5%
- **Articles d'habillement et chaussures** : +0,5%
- **Logement, eau, gaz, électricité et autres combustibles** : +1,6%
- **Meubles, articles de ménage et entretien courant de foyer** : 0,0%
- **Santé** : +1,3%
- **Transports** : -2,0%
- **Communications** : -0,1%
- **Loisirs et culture** : -0,7%

- **Enseignement** : +2,1%
- **Restaurants et hôtels** : +1,1%
- **Biens et services divers** : +1,1%.

Les groupes « **Produits alimentaires** » et « **Boissons non alcoolisées** » avec une pondération respectivement de 27,79% et 0,88% ont augmenté de 5,1% et 4,4%. Au niveau du groupe « **Produits alimentaires** », les sous-groupes « **Poissons et fruits de mer** », « **Huiles et graisses** », « **Légumes** » et « **Sel, épices, sauces et produits alimentaires n.d.a** » ont augmenté respectivement de 9,0%, 2,4%, 11,2% et 11,9% tandis que les sous-groupes « **Pain et céréales** », « **Viande** » et « **Tubercules et plantains** » ont diminué respectivement de 2,2%, 0,4% et 7,0%.





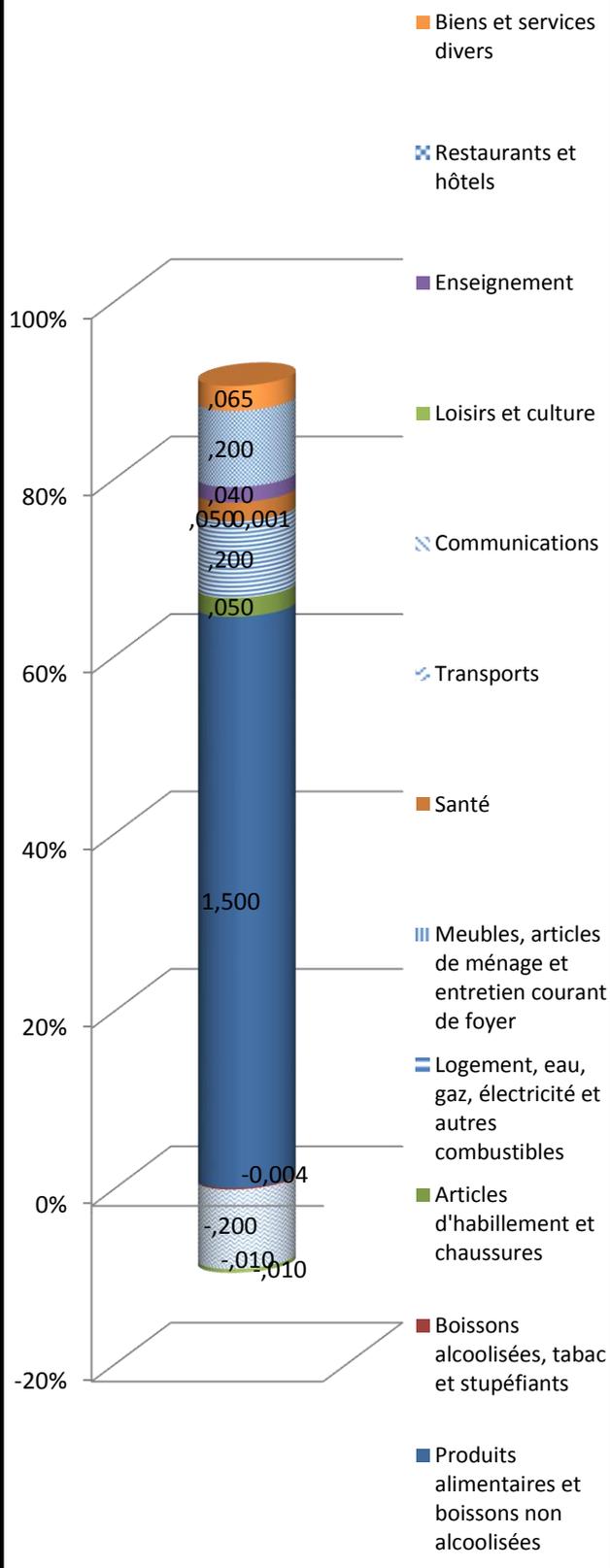
Au terme des trois premiers mois de 2015, la contribution des douze fonctions au taux d'inflation de 1,7% se présente comme suit :

- **Produits alimentaires et boissons non alcoolisées** : +1,5%
- **Boissons alcoolisées, tabac et stupéfiants** : -0,004%
- **Articles d'habillement et chaussures** : +0,05%
- **Logement, eau, gaz, électricité et autres combustibles** : +0,2%
- **Meubles, articles de ménage et entretien courant de foyer** : +0,001%
- **Santé** : +0,05%
- **Transports** : -0,2%
- **Communications** : -0,01%
- **Loisirs et culture** : -0,01%
- **Enseignement** : +0,04%
- **Restaurants et hôtels** : +0,2%
- **Biens et services divers** : +0,1%
- **INDICE GLOBAL** : +1,7%.

En termes d'origine, les prix des produits importés et ceux des produits locaux, avec une pondération respectivement de 30,72% et 69,28% du panier, ont varié respectivement de -0,6% et +2,2% en variation trimestrielle. En glissement annuel, les prix des produits importés ont baissé de 0,5% alors que ceux des produits locaux ont augmenté de 2,8%. Il est

donc nécessaire que le Gouvernement poursuive la mise en œuvre des mesures visant à faciliter l'approvisionnement régulier des marchés en produits vivriers locaux afin d'éviter les hausses brutales des prix tout en assurant un revenu décent aux agriculteurs.

Contribution des fonctions à l'inflation



VI. TRANSIT

Au premier trimestre 2015, l'activité des entreprises de transit est en baisse par rapport au trimestre précédent.

Sur la période sous revue, l'indice du chiffre d'affaires (base 100 en 2004) est de 203,1 contre 233,0 au quatrième trimestre 2014 et 223,5 un an plus tôt, soit une régression de 12,8% et 9,1% respectivement en variation trimestrielle et en glissement annuel.

Selon les entreprises enquêtées, le chiffre d'affaires relatif au montant des facturations pour le trimestre prochain connaîtrait une baisse de 17,4% par rapport au premier trimestre 2015.

VII. TRANSPORT

Au titre du premier trimestre 2015, l'indice du chiffre d'affaires des entreprises de transport terrestre baisse de 0,2% par rapport au trimestre précédent pour s'établir à 70,0. En glissement annuel, il a augmenté de 4,1%.

Par rapport au quatrième trimestre 2014, l'indice du tonnage transporté est resté stable alors que celui du nombre de kilomètres parcourus a diminué de 0,5%.

Comparés au premier trimestre 2014, l'indice du tonnage transporté et celui du nombre de kilomètres parcourus ont augmenté de respectivement de 1,3% et 4,1%.

L'indice du chiffre d'affaires prévu pour le deuxième trimestre 2015 serait en augmentation de 4,5%.

VIII. IMMATRICULATION DES VEHICULES

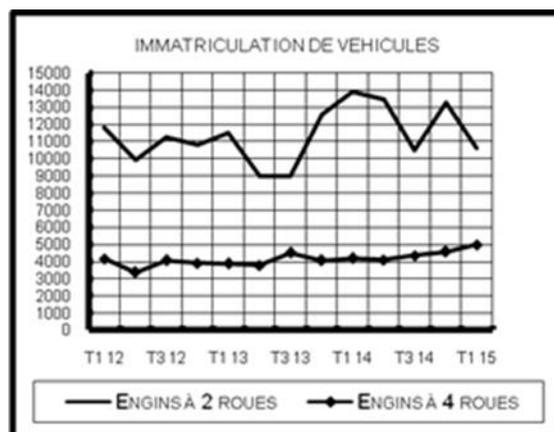
Au cours du premier trimestre 2015, l'immatriculation de véhicules à deux roues régresse alors que celle de véhicules à quatre roues progresse par rapport au quatrième trimestre 2014.

1. Véhicules à deux roues⁴

Au premier trimestre 2015, les immatriculations de véhicules à deux roues se chiffrent à 10.642, en baisse de 19,7% par rapport au trimestre précédent. Par rapport à la période correspondante de 2014, le nombre de motos immatriculées a régressé de 23,3%.

2. Véhicules à quatre roues

Au premier trimestre 2015, l'immatriculation des véhicules à quatre roues s'établit à 4.983 contre 4.570 au trimestre précédent, soit une hausse de 9,0%. Comparé au même trimestre de 2014, le nombre de véhicules à quatre roues immatriculés a connu une hausse de 18,4%.



⁴ Données provisoires

**Tableau 6 : EVOLUTION DU NOMBRE DE VEHICULES
IMMATRICULES AU TOGO**

PERIODE	Véhicules	Véhicules
	2 Roues	4 Roues
janv-14	5 074	1 466
févr-14	5 500	1 418
mars-14	3 309	1 324
T1 14	13 883	4 208
janv-15	2 750	1 458
févr-15	3 897	1 715
mars-15	3 995	1 810
T1 15	10 642	4 983
Var(%) T1 15/T1 14	-23,3	18,4
T4 14	13 258	4 570
Var(%) T1 15/T4 14	-19,7	9,0

Source: Direction des Transports Routiers et Ferroviaires

T 1 14: premier trimestre 2014

T 1 15: premier trimestre 2015

T 4 14: quatrième trimestre 2014

IX. HÔTELS-BARS-RESTAURANTS

Au titre du premier trimestre 2015, l'enquête de conjoncture effectuée auprès des hôtels-bars-restaurants a révélé une évolution à la baisse des activités par rapport au trimestre précédent.

L'indice du chiffre d'affaires des hôtels-bars-restaurants a connu une baisse de 37,6% par rapport au quatrième trimestre 2014 et se chiffre à 88,3.

Par rapport au premier trimestre 2014, l'indice du chiffre d'affaires des hôtels-bars-restaurants est en hausse de 15,8%, passant de 76,2 à 88,3.

Au premier trimestre 2015, tous les chefs d'entreprises qui se sont prononcés déclarent avoir eu recours aux concours financiers à court terme.

Pour le deuxième trimestre 2015, 89,3% des chefs d'entreprises du secteur bars-restaurants qui se sont prononcés sur la prévision des recettes pensent à une stabilité.

X. BATIMENTS ET TRAVAUX PUBLICS

Au cours du premier trimestre 2015, l'enquête de conjoncture effectuée auprès des entreprises de Bâtiments et Travaux Publics (BTP) révèle une régression de l'activité par rapport au trimestre précédent.

L'indice du chiffre d'affaires au premier trimestre 2015 est de 2.168,9 contre 2.382,4 au trimestre précédent et 1.948,8 un an plus tôt.

Au cours du trimestre sous revue, les chefs d'entreprises enquêtés ont

déclaré à 65,7% n'avoir pas éprouvé des difficultés de trésorerie, mais ont fait recours à des concours financiers à court terme pour relever le niveau de leurs activités.

Suivant les prévisions des entrepreneurs pour le deuxième trimestre 2015, l'indice du chiffre d'affaires augmenterait de 52,0%.

XI. EMPLOI

Au premier trimestre 2015, l'indice de l'emploi permanent baisse de 2,2% et de 3,9% respectivement en variation trimestrielle et en glissement annuel pour se fixer à 162,3.

1. Emploi dans les industries

Au premier trimestre 2015, l'indice de l'emploi permanent dans le secteur de l'industrie est de 95,2 contre 95,4 au quatrième trimestre 2014.

Comparé au premier trimestre 2014, l'indice de l'emploi permanent a enregistré une baisse de 3,4%.

Pour le deuxième trimestre 2015, 94,9% des chefs d'entreprise pensent à la stabilité de l'effectif des employés permanents.

2. Emploi dans le commerce

Au titre du trimestre sous revue, l'indice de l'emploi permanent dans le secteur du commerce est de 327,8 contre 332,7 au quatrième trimestre 2014.

Par rapport au premier trimestre 2014, l'indice de l'emploi permanent a progressé de 1,3%.

Pour le deuxième trimestre 2015, 80,2% des commerçants prévoient la stabilité de l'emploi permanent.

3. Emploi dans le transport terrestre

Au premier trimestre 2015, l'indice de l'emploi permanent dans le secteur du transport terrestre baisse de 1,0% et de 6,3% respectivement en variation trimestrielle et en glissement annuel pour se fixer à 41,2.

Pour le deuxième trimestre 2015, tous les chefs d'entreprise pensent à la stabilité de l'effectif des employés permanents.

4. Emploi dans les bâtiments et travaux publics

Au titre du premier trimestre 2015, l'indice de l'emploi permanent dans le secteur des bâtiments et travaux publics est de 338,1 contre 360,5 au quatrième trimestre 2014.

Comparé au premier trimestre 2014, l'indice de l'emploi permanent dans le secteur des bâtiments et travaux publics est en baisse de 13,1%.

Pour le deuxième trimestre 2015, 68,1% des entrepreneurs pensent à la stabilité de l'emploi permanent.

5. Emploi dans les hôtels-bars et restaurants

Au titre du trimestre sous revue, l'indice de l'emploi permanent dans les hôtels-bars et restaurants est de 224,0 contre 227,8 au quatrième trimestre 2014.

Par rapport au premier trimestre 2014, l'indice de l'emploi permanent dans les hôtels-bars et restaurants est en hausse de 1,3%.

Pour le deuxième trimestre 2015, les chefs d'entreprise prévoient la stabilité de l'effectif des permanents.

6. Emploi dans le transit

L'indice de l'emploi permanent dans le transit est de 116,25 au premier trimestre 2015, en baisse de 4,3% et de 3,2% respectivement en variation trimestrielle et en glissement annuel.

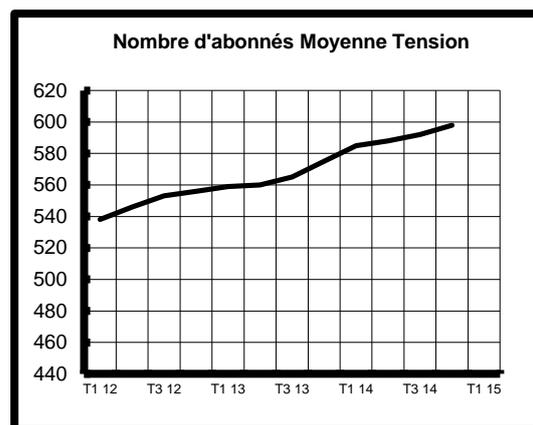
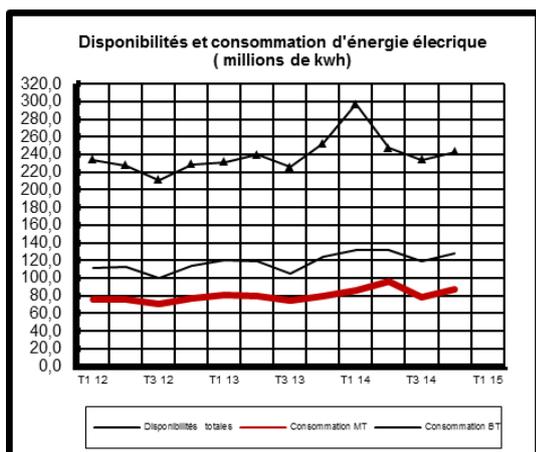
Pour le deuxième trimestre 2015, 97,5% des transitaires pensent à la stabilité de l'effectif des employés permanents.

XII. ENERGIE

1. Energie électrique⁵

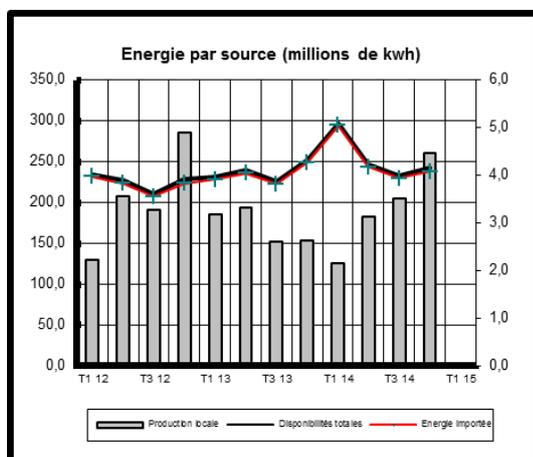
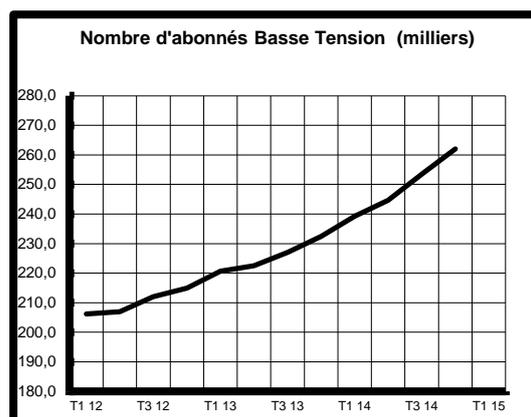
Les disponibilités totales en énergie électrique de la Compagnie Energie Electrique du Togo (CEET) pour les deux premiers mois de 2015 s'élèvent à 127.184.756 kwh, en baisse de 26,0% par rapport au deux premiers mois de 2014. Cette régression est induite par la baisse des achats auprès de la CEB de 27,1%.

⁵ Les données du mois de mars 2015 ne sont pas disponibles



La quantité et le montant hors TVA facturés de l'énergie moyenne tension au cours de la période sous revue augmentent respectivement de 5,1% et 6,8% par rapport à la même période de 2014.

Sur la même période, la quantité et le montant hors TVA facturés de l'énergie basse tension sont en hausse respectivement de 3,4% et 3,7% par rapport à la période correspondante de 2014.



Par rapport aux deux premiers mois 2014, le nombre total des abonnés croît de 12,1%, sous l'effet d'une progression du nombre des abonnés à la moyenne tension et à la basse tension respectivement de 4,8% et 12,1%.

Tableau 7 : DISPONIBILITES ET CONSOMMATION D'ENERGIE ELECTRIQUE

PERIODE	DISPONIBILITES			ENERGIE MT FACTUREE		ENERGIE BT FACTUREE		ABONNES FACTURES		
	Production Locale Nette	Achats C.E.B* en Kwh	Total Energie livrée	Energie facturée (KWH)	Montant Hors T.V.A en FCFA	Energie facturée (KWH)	Montant Hors T.V.A en FCFA	M .T.	B .T .	TOTAL
Janvier & février 2014	1 368 840	170 527 795	171 896 635	54 845 054	5 394 457 915	89 345 784	10 116 419 698	579	237 771	238 350
janvier & février 2015	2 793 365	124 391 391	127 184 756	57 634 288	5 760 750 525	92 377 471	10 493 336 148	607	266 611	267 218
Var (%) janv-fév 2015/ janv-fév 2014	104,1	-27,1	-26,0	5,1	6,8	3,4	3,7	4,8	12,1	12,1

Source : CEET

* y compris SNPT = Société Nouvelle des Phosphates du Togo

M T = Moyenne Tension

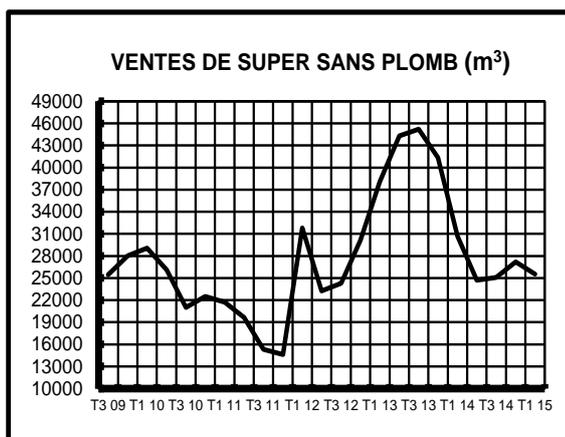
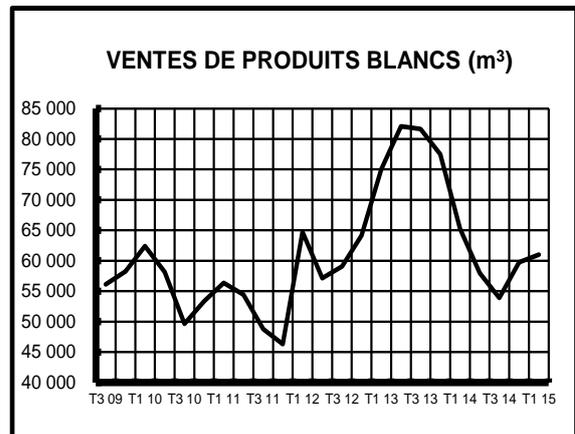
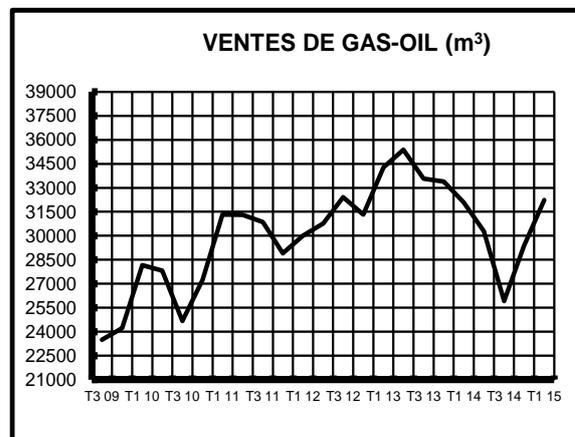
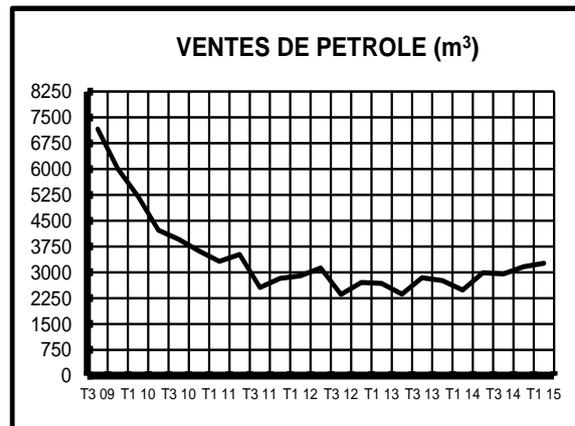
B T = Basse Tension

2. Produits pétroliers

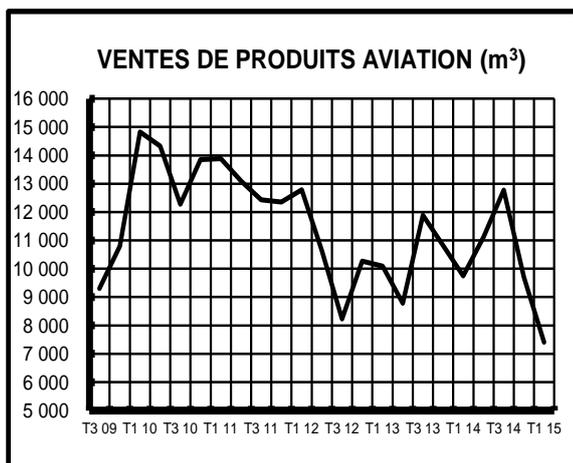
Au premier trimestre 2015, la quantité totale des produits pétroliers vendus s'élève à 75.433 m³/tm (mètre cube ou tonne métrique). Elle est en baisse de 3,4% et 8,8% respectivement en variation trimestrielle et par rapport à la même période de l'année précédente. La baisse en variation trimestrielle résulte de la diminution observée au niveau des « **Produits Aviations** », des « **Produits Noirs** », des « **Autres Produits** » et du **Gaz butane**.

Les ventes des « **Produits Blancs** » sont en progression de 2,1% en variation trimestrielle et se chiffrent à 61.005 m³ au premier trimestre 2015. Elles sont en régression de 6,5% en glissement annuel. L'essence super sans plomb a connu une baisse aussi bien en variation trimestrielle qu'en glissement annuel respectivement de 6,2% et 16,9%. Cette baisse pourrait s'expliquer par le différentiel de prix par rapport aux pays limitrophes.

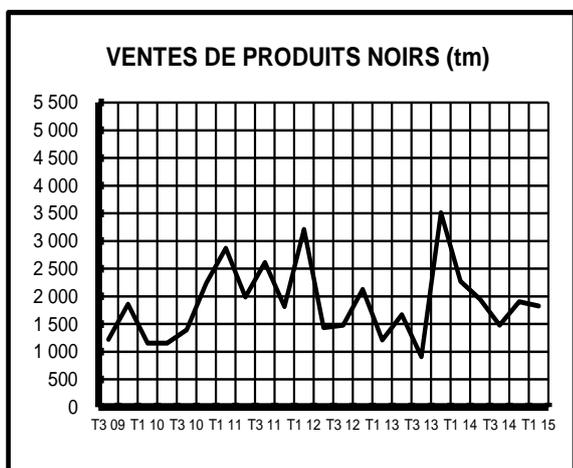
Les composantes **pétrole** et **gas-oil** ont toutes évolué à la hausse respectivement de 3,3% et 9,7% en variation trimestrielle et respectivement de 31,6% et 0,4% en glissement annuel.



La quantité vendue des « **Produits Aviation** » a baissé de 23,7% par rapport au quatrième trimestre 2014 et se situe à 7.405 m³ en liaison avec la baisse de 23,7% de la composante « **Kero AVTUR** ». En glissement annuel, la vente de la composante « **Kero AVTUR** » a baissé de 24,1%.



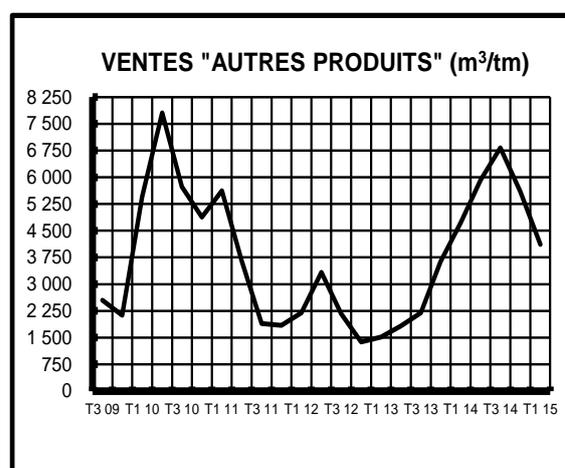
Au cours du trimestre sous revue, les ventes des « **Produits Noirs** » se chiffrent à 1.825 tm contre 1.905 tm au quatrième trimestre 2014, soit une baisse de 4,2% en relation avec la baisse de 41,1% de la vente du produit « **Bitume** ». En glissement annuel, elles sont également en repli de 19,7%. La composante « **Fuel 1500** » est en hausse de 30,6% et 52,4% respectivement en variation trimestrielle et en glissement annuel, tandis que la composante « **Fuel 3500** » n'a enregistré aucune vente depuis 2014.



Le volume des ventes des « **Autres Produits** » au cours du premier trimestre 2015 a diminué de 26,5% par rapport au

quatrième trimestre 2014 et se situe à 4.112 tm. Cette baisse est essentiellement imputable à la composante « **DDO** » qui passe de 4.298 tm au quatrième trimestre 2014 à 2.535 tm au premier trimestre 2015.

Les baisses de 41,0% et 32,3% respectivement en variation trimestrielle et en glissement annuel du volume des ventes de la composante « **DDO** » s'expliqueraient notamment par l'achèvement des travaux de construction au Port Autonome de Lomé (PAL).



Le volume de **Gaz butane** vendu au cours du trimestre sous revue a atteint 1.086 tm, en baisse de 6,8% en variation trimestrielle. En glissement annuel, ce produit a connu une hausse de 45,6% en relation avec la progression de la demande des ménages.

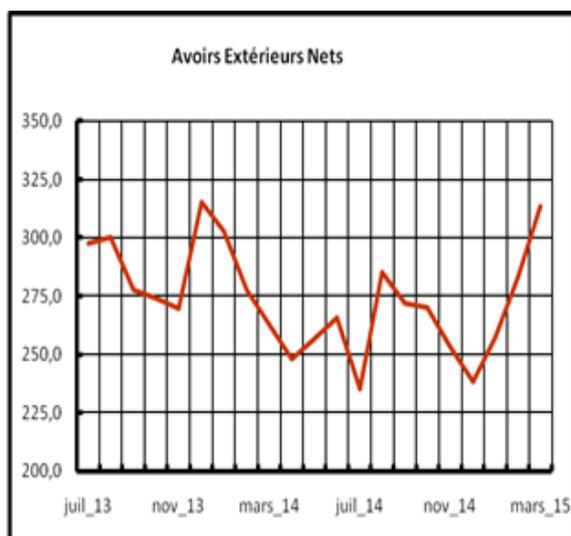
Tableau 8 : ETAT STATISTIQUE DES VENTES DES PRODUITS PETROLIERS AU TOGO					
PRODUITS (quantité)	4èmeTRIM 2014	1er TRIMESTRE			Var en % 1T 15/4T 14
		2014	2015	Var en % 1T 15/1T 14	
Produits Blancs (m³)					
Super Sans Plomb	27 204	30 701	25 516	-16,9	-6,2
Pétrole	3 161	2 482	3 266	31,6	3,3
Gas-oil	29 373	32 085	32 223	0,4	9,7
Total Produits blancs	59 738	65 268	61 005	-6,5	2,1
Produits Aviation (m³)					
AVGAZ	0	0	0		
Kero AVTUR	9 704	9 753	7 405	-24,1	-23,7
Total produits aviation	9 704	9 753	7 405	-24,1	-23,7
Produits Noirs (tm)					
Fuel 1500	980	840	1 280	52,4	30,6
Fuel 3500	0	0	0		
Bitume	925	1 433	545	-62,0	-41,1
Total produits noirs	1 905	2 273	1 825	-19,7	-4,2
Autres produits (m³/tm)					
Soutes	227	80	524	555,0	130,8
DDO	4 298	3 743	2 535	-32,3	-41,0
Lubrifiants-Graisse (tm)	1 067	893	1 053	17,9	-1,3
Total autres produits	5 592	4 716	4 112	-12,8	-26,5
Gaz butane (tm)	1 165	746	1 086	45,6	-6,8
TOTAL (m³/tm)	78 104	82 756	75 433	-8,8	-3,4
Source : Groupement des Professionnels du Pétrole					

XIII. SITUATION MONETAIRE

La situation monétaire à fin mars 2015 comparée à celle de fin décembre 2014 est marquée par une progression de 75,0 milliards de FCFA de la position extérieure nette et un renforcement de 23,2 milliards de FCFA du crédit intérieur. En contrepartie, la masse monétaire a progressé de 48,8 milliards de FCFA.

1. Avoirs extérieurs nets

Les avoirs extérieurs nets (AEN) des institutions monétaires, au terme des trois premiers mois de 2015, sont ressortis à 313,4 milliards de FCFA contre 238,3 milliards de FCFA à fin décembre 2014, soit une hausse de 31,5%. Cet accroissement est imputable aux positions extérieures nettes de la Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO) et des banques de dépôts qui ont progressé respectivement de 59,8 milliards de FCFA et de 15,3 milliards de FCFA.



La hausse de 174,5% des AEN de la Banque centrale résulte de la diminution de 61,8 milliards de FCFA des engagements extérieurs, notamment les

« autres engagements extérieurs »⁶ (-73,8 milliards de FCFA) plus importante que celle de 2,1 milliards de FCFA des avoirs extérieurs bruts.

La progression de 7,5% de la position extérieure nette des banques de dépôts résulte de la baisse de 33,7 milliards de FCFA de leurs engagements extérieurs, notamment ceux vis-à-vis de leurs correspondants étrangers, atténuée par la diminution de 18,5 milliards de FCFA des avoirs extérieurs bruts.

2. Crédit intérieur

A la fin du premier trimestre 2015, l'encours du crédit intérieur s'établit à 910,2 milliards de FCFA, en hausse de 2,6% par rapport à fin décembre 2014. Cet accroissement est induit par la progression de 35,3 milliards de FCFA des concours des banques au secteur privé et par l'amélioration de la Position nette du gouvernement (PNG) de 12,1 milliards de FCFA.

Comparés à leur niveau de fin décembre 2014, les crédits à l'économie ont progressé de 4,6% pour se chiffrer à 797,9 milliards de FCFA à fin mars 2015. Cette hausse résulte de l'augmentation de 5,0% des crédits à court terme et de 4,2% des crédits à long et moyen termes qui se fixent respectivement à 410,1 milliards de FCFA et 387,8 milliards de FCFA.

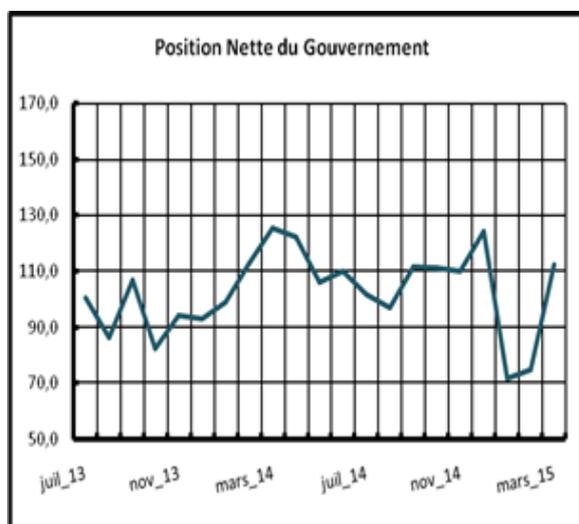
Les crédits ordinaires ont augmenté de 34,8 milliards de FCFA, en passant de 762,5 milliards de FCFA à fin décembre 2014 à 797,4 milliards de FCFA trois mois plus tard. Cette hausse a principalement bénéficié aux secteurs suivants : « bâtiments et travaux publics » (+30,9%), « commerce de gros et de détails, restaurants et hôtels »

⁶ Il s'agit des engagements de la BCEAO vis-à-vis des institutions financières sous-régionales et régionales, notamment leurs dépôts dans les livres de la Banque centrale.

(+6,6%) et « services fournis à la collectivité, services sociaux et services personnels » (+8,4%).

Les crédits de campagne se chiffrent à 0,6 milliard de FCFA contre 0,1 milliard de FCFA à fin décembre 2014.

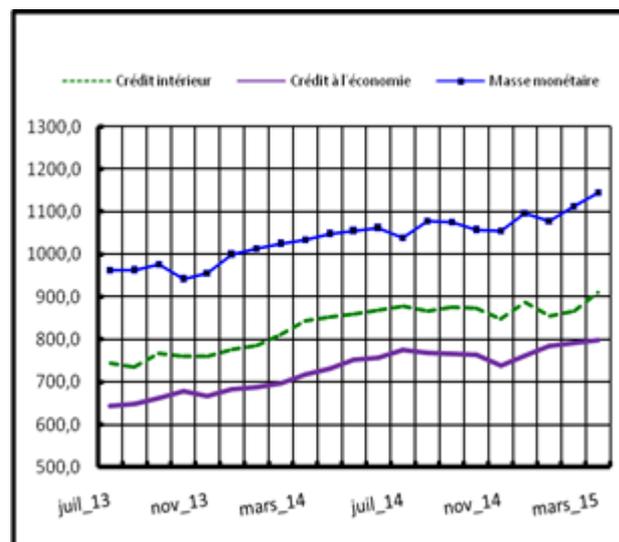
En passant de 124,4 milliards de FCFA à fin décembre 2014 à 112,3 milliards de FCFA à fin mars 2015, la PNG s'est améliorée de 9,7%. Cette amélioration résulte principalement de la baisse des concours des banques, en liaison essentiellement avec les remboursements des titres publics (bons et obligations du Trésor) échus.



3. Masse monétaire

Comparativement à fin décembre 2014, la masse monétaire a enregistré une expansion de 4,5% et s'établit à 1.145,8 milliards de FCFA au terme du premier trimestre 2015. Cette hausse résulte principalement de l'accroissement des dépôts en banques (+49,3 milliards de FCFA), atténué par la

régression de la circulation fiduciaire (-1,2 milliard de FCFA).



En effet, les dépôts en banques ont progressé de 5,3% pour s'établir à 985,7 milliards de FCFA. Cette hausse provient des dépôts des particuliers et entreprises privées et des dépôts des organismes publics qui augmentent respectivement de 4,3% et 13,2% par rapport à fin décembre 2014.

Les dépôts en CCP se sont accrus de 5,4% en passant de 14,6 milliards de FCFA à fin décembre 2014 à 15,4 milliards de FCFA à fin mars 2015.

Sur la période sous revue, la circulation fiduciaire (billets et pièces) est en recul de 0,8% et s'établit à 144,6 milliards de FCFA.

Tableau 9 : SITUATION INTEGREE DES INSTITUTIONS MONETAIRES
(en milliards de FCFA)

RUBRIQUES	décembre 14	mars 15	Variation mars 15 / déc 14	
			En valeur	En %
AVOIRS EXTERIEURS NETS	238,3	313,4	75,0	31,5
-B.C.E.A.O.	34,2	94,0	59,8	174,5
-Banques de dépôts	204,1	219,4	15,3	7,5
CREDIT INTERIEUR	887,0	910,2	23,2	2,6
-Crédits à l'économie	762,6	797,9	35,3	4,6
Crédits sur les sociétés d'Etat (*)	30,5	31,6	1,2	3,8
.Court terme	390,5	410,1	19,6	5,0
dont Crédits de campagne	0,1	0,6	0,5	980,4
.Long et moyen termes	372,1	387,8	15,7	4,2
(crédits en souffrance)	47,9	52,6	4,7	9,8
-Position nette du Gouvernement	124,4	112,3	-12,1	-9,7
ACTIF = PASSIF	1 125,3	1 223,5	98,2	8,7
MASSE MONETAIRE	1 096,9	1 145,8	48,8	4,5
-Billets et Pièces	145,8	144,6	-1,2	-0,8
-Dépôts en CCP	14,6	15,4	0,8	5,4
-Dépôts en Banques	936,5	985,7	49,3	5,3
.Dépôts des organismes publics	103,9	117,6	13,7	13,2
.Dépôts à vue	37,9	43,7	5,8	15,4
.Dépôts à terme	66,0	73,9	7,8	11,9
.Dépôts des particuliers et Entreprises privées	832,6	868,2	35,6	4,3
.Dépôts à vue	364,3	375,4	11,1	3,0
.Dépôts à terme	468,3	492,8	24,5	5,2
AUTRES ELEMENTS NETS	28,3	77,8	49,4	174,3
ACTIF = PASSIF	1 125,3	1 223,5	98,2	8,7

Source : BCEAO

(*) Il s'agit de : CEET, EDITOGO, TOGOTELECOM, TOGOCEL, SITO, RNET/TDE, Port Autonome de Lomé, SNPT, LONATO, NSCT (ex SOTOCO) et SALT

XIV. FINANCES PUBLIQUES

La situation des finances publiques au premier trimestre 2015 comparée à celle de la même période de 2014 est marquée par une augmentation des recettes totales, des dépenses courantes et des dépenses d'investissement.

1. Recettes de l'Etat

Les recettes de l'Etat recouvrées au titre du premier trimestre 2015 ont atteint 120,16 milliards de FCFA contre 105,85 milliards de FCFA au premier trimestre 2014, soit une hausse de 13,5% due aux efforts de recouvrement de l'Office Togolais des Recettes (OTR). Elles représentent 22,5% des prévisions annuelles.

1.1. Recettes du budget général

Les recettes budgétaires au cours du premier trimestre 2015 s'élèvent à 120,16 milliards de FCFA contre 105,85 milliards de FCFA au trimestre correspondant de 2014, en hausse de 13,5% et représentant 22,6% des prévisions annuelles. Cette progression est imputable aussi bien aux recettes fiscales qu'aux recettes non fiscales.

1.1.1. Recettes fiscales budgétaires

Les recettes fiscales budgétaires comprenant les recouvrements fiscaux du Commissariat des Impôts (CI) et les contributions indirectes liquidées par le Commissariat des Douanes et des Droits Indirects (CDDI) au premier trimestre 2015 s'élèvent à 110,25

milliards de FCFA, en progression de 10,5% par rapport à la même période de 2014. Elles représentent 23,0% des prévisions annuelles. Cette performance doit être maintenue par l'OTR tout au long de l'année 2015.

1.1.1.1. Recouvrements fiscaux du Commissariat des Impôts (CI)

Au cours du premier trimestre 2015, les recouvrements fiscaux (impôts directs et impôts indirects) ont atteint 49,87 milliards de FCFA contre 45,27 milliards de FCFA au premier trimestre 2014, soit une hausse de 10,2%. Ils ont été réalisés à 23,8% des prévisions annuelles.

❖ Impôts directs

Les impôts directs, réalisés à 20,2% des prévisions annuelles, ont atteint 20,18 milliards de FCFA au premier trimestre 2015 contre 21,55 milliards de FCFA un an plus tôt.

Par rapport au premier trimestre 2014, les différentes composantes des impôts directs ont évolué comme suit :

- **BIC autres/IS+IMF (sociétés) :** 9,74 milliards de FCFA contre 8,95 milliards de FCFA ;
- **Taxe progressive /IRPP+IMF (PP) :** 5,47 milliards de FCFA, en baisse de 1,7% ;
- **Recettes des exercices antérieurs :** 3,31 milliards de FCFA contre 5,35 milliards de FCFA ;
- **Taxe sur salaires :** 0,77 milliard de FCFA, en recul de 4,2% ;
- **Taxe professionnelle unique (TPU) :** 0,12 milliard de FCFA contre 0,11 milliard de FCFA ;

- **Autres** : 0,78 milliard de FCFA, identique au premier trimestre 2014.

❖ **Impôts indirects**

Les impôts indirects recouverts au titre du premier trimestre 2015 s'élèvent à 29,69 milliards de FCFA, soit 27,0% des prévisions annuelles et sont en progression de 25,2% par rapport au trimestre correspondant de 2014.

Les différentes composantes des impôts indirects comparées à celles du premier trimestre 2014 ont évolué comme suit :

- **Taxe sur transactions/TVA** : 20,51 milliards de FCFA, en hausse de 34,4% ;
- **Droits d'accises sur les produits pétroliers** : 2,25 milliards de FCFA contre 1,61 milliard de FCFA ;
- **Droits d'accises sur les produits pétroliers affectés au FER (Fonds d'Entretien Routier)** : 2,28 milliards de FCFA, en diminution de 6,1% ;
- **Promotion industrielle/Autres droits de consommation** : 1,83 milliard de FCFA contre 2,19 milliards de FCFA ;
- **Autres** : 0,67 milliard de FCFA, en hausse de 23,1%.

Les **droits d'enregistrement et de timbre** sont passés de 1,69 milliard de FCFA au premier trimestre 2014 à 2,14 milliards de FCFA un an plus tard.

1.1.1.2. Contributions indirectes liquidées par le Commissariat

des Douanes et des Droits Indirects (CDDI)

Au cours du premier trimestre 2015, les contributions indirectes se chiffrent à 60,38 milliards de FCFA, en augmentation de 10,8% par rapport au trimestre correspondant de l'année précédente. Elles ont été réalisées à 22,3% des prévisions annuelles.

Les différentes composantes des contributions indirectes ont évolué par rapport au premier trimestre 2014 comme suit :

- **Droits d'importation (DFE)** : 20,66 milliards de FCFA, en hausse de 15,2% ;
- **TVA (Douanes)** : 32,19 milliards de FCFA contre 26,81 milliards de FCFA ;
- **Redevance statistique** : 3,02 milliards de FCFA, en hausse de 27,4% ;
- **Autres** : 2,83 milliards de FCFA contre 1,72 milliard de FCFA ;
- **Soutien à la politique pétrolière** : 1,68 milliard de FCFA, en baisse de 70,3%.

1.1.2. Recettes non fiscales budgétaires

Au cours du premier trimestre 2015, les recettes non fiscales budgétaires ont atteint 9,91 milliards de FCFA contre 6,08 milliards de FCFA à la même période de l'année 2014, soit une hausse de 62,9% imputable aux produits de participation financière et autres recettes non fiscales qui sont en progression respectivement de 220,6% et 38,7%. Ces réalisations représentent 19,0% des prévisions annuelles.

1.2. Recettes des comptes spéciaux

Au titre du trimestre sous revue, les recettes des comptes spéciaux sont nulles tout comme au premier trimestre 2014.

2. Dépenses de l'Etat

Au titre du premier trimestre 2015, les dépenses totales de l'Etat, représentant 19,3% des prévisions annuelles, se chiffrent à 139,98 milliards de FCFA contre 136,01 milliards de FCFA au trimestre correspondant de 2014, soit une hausse de 2,9% en liaison avec l'augmentation des dépenses courantes (+1,9%) et des dépenses d'investissement (+9,3%).

2.1. Dépenses courantes

Au cours du trimestre sous revue, les dépenses courantes de l'Etat (dépenses du budget général et dépenses des comptes spéciaux) s'élèvent à 119,37 milliards de FCFA, en hausse de 1,9% par rapport à la même période de l'année précédente. Elles ont été réalisées à 25,5% des prévisions annuelles.

2.1.1. Dépenses courantes budgétaires

Les dépenses courantes budgétaires ordonnancées au titre du premier trimestre 2015 s'élèvent à 119,37 milliards de FCFA, soit 25,7% des prévisions annuelles. Par rapport au premier trimestre 2014, elles sont en hausse de 1,9%. Cette progression provient des dépenses de personnel et des intérêts dus sur la dette publique qui sont en hausse respectivement de 6,2% et 17,1%.

2.1.1.1. Dépenses de personnel

Les dépenses de personnel ont atteint 34,56 milliards de FCFA au titre des trois premiers mois de l'année 2015 contre 32,54 milliards de FCFA un an plus tôt et représentent 21,2% des prévisions annuelles.

2.1.1.2. Autres dépenses courantes

Les ordonnancements des autres dépenses courantes s'élèvent à 75,87 milliards de FCFA, en régression de 1,4% par rapport à la même période de 2014, soit 28,2% des prévisions annuelles.

Les différentes composantes des autres dépenses courantes ont évolué par rapport au premier trimestre 2014 comme suit :

- **Matériel (y c les dépenses communes de matériel) :** 13,41 milliards de FCFA contre 14,90 milliards de FCFA ;
- **Communes diverses :** 16,59 milliards de FCFA, en hausse de 1,9% ;
- **Bourses et stages :** 5,65 milliards de FCFA contre 7,20 milliards de FCFA ;
- **Subventions, secours, dette viagère :** 34,76 milliards de FCFA contre 29,07 milliards de FCFA ;
- **Contributions diverses :** 5,46 milliards de FCFA, en baisse de 42,6%.

2.1.1.3. Intérêts dus sur la dette publique

Les intérêts dus sur la dette publique ordonnancés au cours du trimestre sous revue se chiffrent à 8,95 milliards de FCFA contre 7,64 milliards de FCFA au premier trimestre 2014 et sont réalisés à 27,0% des prévisions annuelles. Cette progression provient des intérêts dus sur la dette extérieure qui ont augmenté de 72,0% par rapport au premier trimestre 2014.

2.1.2. Dépenses des comptes spéciaux

Au titre du premier trimestre 2015, les dépenses des comptes spéciaux ordonnancées sont de 0,00 milliard de FCFA tout comme au premier trimestre 2014.

2.2. Investissements

Au titre des trois premiers mois de 2015, les dépenses d'investissement ordonnancées s'élèvent à 20,62 milliards de FCFA, soit 8,0% des prévisions annuelles et sont en progression de 9,3% par rapport à la même période de 2014. Cette hausse est due aux investissements sur ressources externes qui ont progressé de 52,7%. Les investissements sur ressources internes ont diminué de 13,7%.

2.3. Emprunts et dons

2.3.1. Emprunts

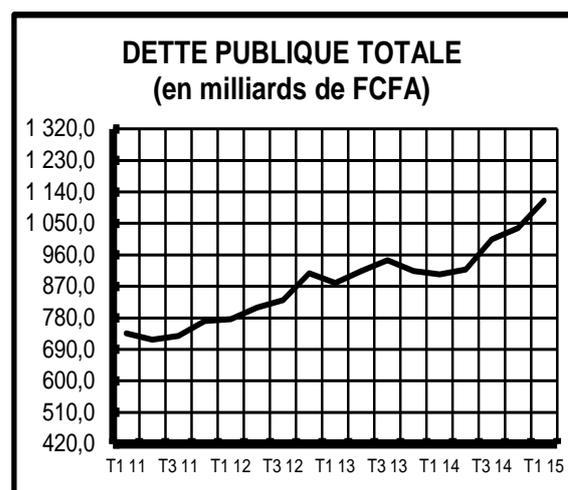
Les ressources d'emprunt décaissées au cours du premier trimestre 2015 se chiffrent à 7,62 milliards de FCFA contre 4,66 milliards de FCFA un an plus tôt et représentent 4,3% des prévisions annuelles.

2.3.2. Dons

Durant le premier trimestre 2015, les dons ont atteint 2,35 milliards de FCFA contre 1,87 milliard de FCFA par rapport à la même période de 2014, soit une hausse de 25,7%. Ils représentent 2,3% des prévisions annuelles.

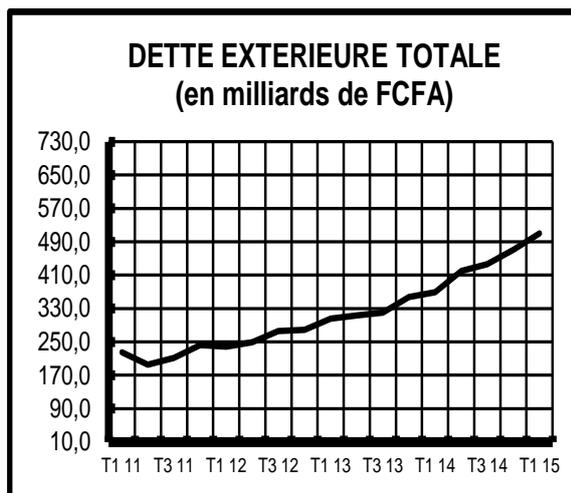
XV. DETTE PUBLIQUE

L'encours de la dette publique totale (intérieure et extérieure) est passé de 1.036,3 milliards de FCFA à fin décembre 2014 à 1.115,2 milliards de FCFA à fin mars 2015 enregistrant une hausse de 78,9 milliards de FCFA, soit 7,6%.



1. Dette extérieure

Au terme du premier trimestre 2015, l'encours de la dette extérieure totale se chiffre à 510,5 milliards de FCFA, représentant 45,8% du portefeuille de la dette totale. Il a progressé de 40,0 milliards de FCFA par rapport à fin décembre 2014, soit une augmentation de 8,5%. Cette variation est due à l'effet conjugué de la fluctuation des cours des principales devises de libellé des prêts, des paiements et des décaissements.



L'encours de la dette multilatérale se chiffre à 256,5 milliards de FCFA à fin mars 2015 contre 243,1 milliards de FCFA au 31 décembre 2014, soit une progression de 5,5%. Cette variation s'explique par l'effet combiné des paiements, de la fluctuation des prêts libellés en devises et surtout des tirages effectués sur les emprunts de la Banque Ouest-africaine de Développement (BOAD).

Il n'y a pas eu d'accumulation des arriérés de paiements du principal et des intérêts au cours du premier trimestre 2015 tout comme au premier trimestre 2014.

Pour les opérations en cours, les montants acquittés au titre du principal et des intérêts au cours du premier trimestre 2015 se chiffrent respectivement à 1,0 milliard de FCFA et 0,7 milliard de FCFA contre 0,5 milliard de FCFA et 1,0 milliard de FCFA au premier trimestre 2014. Les engagements au premier trimestre 2015 sont nuls contre 39,1 milliards de FCFA un an plus tôt. Le montant des tirages s'est chiffré à 1,7 milliard de FCFA au premier trimestre 2015 contre 2,5 milliards de FCFA à la même période de l'année 2014.

L'encours de la dette bilatérale a progressé de 19,9% par rapport à fin décembre 2014 et se chiffre à 32,0 milliards de FCFA, soit une augmentation en valeur de 5,3 milliards de FCFA due aux paiements, à la fluctuation des cours des principales devises de libellé des prêts et aux tirages effectués sur les emprunts du Fonds Koweïtien.

Au premier trimestre 2015, les arriérés de paiement du principal et des intérêts sont nuls tout comme au premier trimestre 2014.

Au cours de la période sous revue, les nouveaux engagements sont nuls tout comme au premier trimestre 2014. Les tirages se sont chiffrés à 3,0 milliards de FCFA au premier trimestre 2015 contre un montant nul au premier trimestre 2014. Sur la même période, il n'y a eu ni rééchelonnement, ni annulation de dettes. Les paiements en principal s'élèvent à 0,1 milliard de FCFA contre 0,6 milliard de FCFA un an plus tôt. Aucun paiement en intérêts n'a été effectué au cours de la période sous revue tout comme au premier trimestre 2014.

L'encours de la dette éligible au Club de Paris s'élève à 3,9 milliards de FCFA à fin mars 2015, inchangé par rapport au 31 décembre 2014.

Il n'y a eu ni arriéré de paiements du principal ni arriéré des intérêts au cours de la période sous revue tout comme au premier trimestre 2014.

L'encours de la dette due aux créanciers du Club de Londres a augmenté en valeur de 21,3 milliards de FCFA par rapport à fin décembre 2014 pour se chiffrer à 222,0 milliards de FCFA. Cette augmentation s'explique par les décaissements effectués par EXIMBANK Chine et EXIMBANK Inde dans le cadre de la

construction du poste de transformation électrique de Sokodé, des travaux de construction de la nouvelle aérogare de Lomé et de l'appui au secteur agricole (culture de riz, maïs et sorgho).

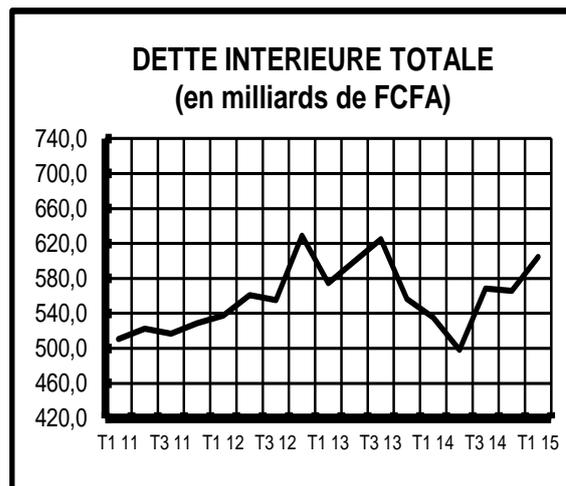
Au premier trimestre 2015, il n'y a eu ni arriéré de paiement du principal ni arriéré des intérêts tout comme au premier trimestre 2014.

Le montant des remboursements en principal et en intérêt se chiffre respectivement à 5,9 milliards de FCFA et 2,1 milliards de FCFA. Le montant déboursé en principal est payé au profit de GDF SUEZ et en intérêts au profit de EXIMBANK Chine et EXIMBANK Inde.

Le montant des tirages s'est chiffré à 4,9 milliards de FCFA.

2. Dette intérieure

L'encours de la dette intérieure, à fin mars 2015, s'élève à 604,7 milliards de FCFA contre 565,8 milliards de FCFA à fin décembre 2014, soit une hausse de 6,9%. Cette hausse est l'effet conjugué d'une part des remboursements des allocations des droits de tirages spéciaux (DTS) et d'autre part des remboursements et des émissions des emprunts obligataires.



Le montant des paiements en principal et en intérêt se chiffre respectivement à 21,1 milliards de FCFA et 2,9 milliards de FCFA.

Le montant des nouveaux engagements s'élève à 60,0 milliards de FCFA et concerne les emprunts obligataires.

L'encours de la dette intérieure se décompose comme suit :

- Dette commerciale : 21,9 milliards de FCFA ;
- Dette financière : 91,5 milliards de FCFA ;
- Dette sociale : 62,2 milliards de FCFA ;
- Engagements et risques : 22,8 milliards de FCFA ;
- Passif de l'Etat (liquidation des entreprises d'Etat) : 50,7 milliards de FCFA ;
- Dette conventionnelle (emprunts obligataires, allocations DTS, titrisation créances douteuses des banques) : 355,6 milliards de FCFA.

C. CHRONOLOGIE DES FAITS ECONOMIQUES NATIONAUX

- 06/01/2015 Adoption du budget gestion 2015 de la préfecture de Tône, équilibré en recettes et en dépenses à 93.890.000 FCFA.
- 07/01/2015 Don de 35 millions de FCFA au Ministère de la santé dans le cadre de la lutte contre la maladie à virus Ebola, par l'Association des loteries d'Afrique (ALA) de l'Union économique et Monétaire Ouest-africaine (UEMOA).
- Don de manuels scolaires d'un coût total de 3.500.000 FCFA au Lycée de Soudou et au Collège d'enseignement général (CEG) de Bouladè (Assoli), par l'ONG Alafia-Dolé (AD).
- 8/01/2015 Adoption par la commune de Badou de son budget primitif gestion 2015 équilibré en recettes et en dépenses à 49.975.000 FCFA, dont 9.995.000 FCFA d'investissements.
- Inauguration d'un bâtiment scolaire de 3 salles de classe à l'Ecole primaire publique (EPP) d'Agbakouwahou (Assoli), estimé à 3 millions de FCFA et financé par l'Association des ressortissants d'Assoli en Allemagne.
- 10/01/2015 Don de moulins à manioc à 12 groupements féminins des préfectures du Moyen-Mono, du Haho, de Kpélé, de Danyi et de l'Ogou, d'un coût global de 3.718.000 FCFA. Ce geste est l'œuvre de l'Association solidarité active France-Togo (ASAFT), avec la participation de l'Association agir pour un monde solidaire et responsable (AMSR).
- 13/01/2015 Adoption du budget primitif de la préfecture de Cinkassé gestion 2015, qui s'équilibre en recettes et en dépenses à 71.686.000 FCFA.
- 16/01/2015 Adoption du budget gestion 2015 de la Préfecture de l'Oti et de la Commune de Mango s'équilibrant en recettes et en dépenses respectivement à 71.318.862 FCFA et 49.200.000 FCFA.
- 20/01/2015 Don de matériel moderne de mesure au Laboratoire national des bâtiments et travaux publics (LNBTP), d'une valeur de 210 millions de FCFA financé par la Banque arabe pour le développement économique en Afrique (BADEA).
- Don d'ordinateurs portables, de scanner, de Motorola fixes et mobiles à la plateforme nationale pour la réduction des risques de catastrophes naturelles. D'un coût global de 61.847.886 FCFA, ce don est financé par l'Etat en collaboration avec ses partenaires dont la Banque mondiale.

- 23/01/2015 Inauguration d'un bâtiment scolaire de 4 salles de classe à l'EPP de Bangéli Sansanlé (Bassar), évalué à 16 millions de FCFA et financé par l'ONG Borne Fonden, avec la participation de la population bénéficiaire à hauteur de 3% en matériaux locaux (sable et eau).
- Réception d'un forage d'eau et d'un magasin de stockage de céréales réhabilité au Centre de Formation et d'Animation Rurale (CFAR) de Wessido (Agou). D'un coût total de 22 millions de FCFA, ces réalisations ont été financées par l'Association jumelage Agou-Yiboe / Mazière (France), avec une contribution locale de 1.500.000 FCFA.
- 27/01/2015 Inauguration d'un bâtiment scolaire de 3 salles de classe équipées de 30 tables-bancs chacun à l'EPP Sangbana (Bassar), d'un coût total de 18.452.984 FCFA financé par l'ambassade de Chine au Togo.
- Inauguration à l'Ecole primaire catholique (EPC) de Kpondjoaré (Cinkassé) d'un forage d'eau potable à motricité humaine évalué à 7 millions de FCFA et financé par l'Eglise Catholique Notre-Dame de l'Assomption de Cinkassé avec l'appui financier d'une ONG basée en Espagne.
- 02/02/2015 Inauguration d'un bâtiment scolaire de 3 salles de classe et d'une direction à l'EPP d'Atti-Toméfa (Avé). D'un coût total de 23.500.000 FCFA, la construction de ce bâtiment a été financée par le Comité Villageois de développement (CVD) d'Atti-Toméfa avec l'appui financier du Ministère allemand de la coopération.
- 05/02/2015 Lancement à Tsévié (Zio) du Programme d'appui à la décentralisation (PAD), initié dans le cadre de la coopération entre l'Allemagne et le Togo. D'un coût total de 8,3 milliards de FCFA, ce programme est financé par la Banque allemande de développement.
- 06/02/2015 Don de 100 tables-bancs à l'EPP de Djidjolé à Atakpamé (Ogou), d'un coût total de 15 millions de FCFA. Ce geste est l'œuvre de l'Association d'aide à la construction et à la scolarisation des enfants de Bagbé (ACESEB) basée en France, en collaboration avec l'Association Kagbema basée à Atakpamé.
- 13/02/2015 Lancement à Djagblé (Zio) du « Projet de Développement Rural de la pleine de Djagblé (PDRD) », évalué à 9,6 milliards de FCFA, cofinancé par la Banque Arabe pour le Développement Economique en Afrique (BADEA), la Banque islamique de développement (BID) et l'Etat togolais.
- 16/02/2015 Don de 13 caisses à outils (clés, brosses métalliques, pinces de burette à huile, marteaux) à 16 artisans réparateurs de pompe à motricité humaine de la région des Plateaux, d'un coût total de 12.096.500 FCFA par la Croix-Rouge Danoise et l'Union européenne.
- 18/02/2015 Inauguration d'un bâtiment scolaire de 3 salles de classe, d'une cantine et des sanitaires, à l'EPC d'Aképé (Avé). Evaluée à 19.423.542 FCFA, la construction de ce bâtiment a été financée par le groupe SOGEA-SATOM.

- 19/02/2015 Inauguration d'un dispensaire composé d'une salle d'accouchement, d'un bureau du médecin, des salles d'analyse, d'une salle de réanimation, d'un espace de bain et d'un jardin à Agbavé (Agou). D'un coût global de 242 millions de FCFA, la construction de ce complexe sanitaire a été financée par l'ambassade des Etats-Unis au Togo.
- 20/02/2015 Lancement des travaux d'aménagement et de bitumage de la route Notsé-Tohoun estimés à 36,2 milliards de FCFA, financés par la Banque Ouest-africaine de développement (BOAD) et l'Etat togolais.
- Inauguration d'un magasin de stockage de semences de riz à Kovié (Zio), évalué à 13.179.000 FCFA et financé par le groupe SOGEA-SATOM, en partenariat avec l'ONG Entreprises territoires et développement (ETD).
- 21/02/2015 Inauguration d'un bâtiment d'une valeur de 6,5 millions de FCFA à la prison civile de Lomé, financé par la Mission Adventiste du 7^{ème} jour.
- 24/02/2015 Don de matériel informatique composé de plus de 30 ordinateurs avec internet haut débit de 2 Mégabits, d'une valeur totale de 19 millions de FCFA à l'Ecole supérieure d'agronomie (ESA) de l'Université de Lomé, œuvre du Ministère de l'agriculture, de l'élevage et de la pêche.
- 26/02/2015 Inauguration de " l'Hôpital de l'Espérance " à Mango (Oti), d'un coût total de 2 milliards de FCFA et financé par l'Association des baptistes pour l'évangélisation du monde (ABWE) basée aux Etats-Unis d'Amérique (USA).
- 27/02/2015 Inauguration d'un hangar pour l'élevage et de 2 puits à Kamétonou (Kloto), d'une valeur de 7 millions de FCFA œuvre de l'ONG " Togo Freunde de Deizisau".
- 05/03/2015 Signature d'un accord de don entre la Banque Mondiale et le Gouvernement togolais d'un montant de 15 milliards de FCFA, pour le financement de la phase 2 du Projet éducation et renforcement institutionnel (PERI-2), à travers le Partenariat mondial pour l'éducation (PME).
- 11/03/2015 Signature de 2 contrats de don pour la réalisation de 2 projets de développement communautaire, entre l'ambassade du Japon au Togo et les responsables de ces projets. Le 1^{er} projet financé à 51.064.457 FCFA concerne la construction et l'équipement d'un centre de santé à Kpémé (Lacs) et le second, financé à 44.445.160 FCFA pour l'extension du réseau de distribution et d'installation de bornes fontaines à Zanguéra (Golfe).
- 13/03/2015 Inauguration du nouveau marché de bétail de Koundjouaré (Tône) évalué à 80 millions de FCFA, cofinancé par l'Union européenne, la Banque mondiale et l'Agence française de développement.

- 18/03/2015 Signature à Lomé d'un accord de financement de 95 millions de FCFA, entre le Programme des nations unies pour le développement (PNUD) et l'Observatoire togolais des médias (OTM), en collaboration avec le Conseil national des patrons de presse (CONAPP), le Patronat de la presse togolaise (PPT) et l'Union des radios et télévisions libres du Togo (URATEL). Cet accord de financement s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre du projet global pour une élection libre, équitable, apaisée et transparente.
- 20/03/2015 Signature d'une convention de financement de 72 millions de FCFA, entre l'Organisation internationale de la francophonie (OIF), la cour constitutionnelle et la Commission épiscopale justice et paix (CEJP). Ce financement s'inscrit dans le cadre de l'appui qu'apporte l'OIF au processus électoral et va profiter à 2 institutions, la Commission Electorale Nationale Indépendante (CENI) et le HCDH.
- 24/03/2015 Inauguration d'un forage d'eau potable à motricité humaine à Tchékpo-Avéhé (Yoto), d'un coût total de 9.090.720 FCFA financé par l'ONG Borne-Fonden.
- 27/03/2015 Signature d'un accord de don à Lomé entre le Japon et le Togo de 13,2 milliards de FCFA relatif au projet de construction de 2 ponts sur les rivières Kara et Koumongou.
- 30/03/2015 Don de bourses d'un montant total de 120 millions de FCFA aux 50 meilleurs étudiants de l'Université de Lomé, financé par la fondation de charité du groupe de China Merchants Scholarship en vue de motiver les étudiants à l'excellence.

D. NOTE METHODOLOGIQUE

I. ASPECT TENDANCIEL

Le questionnaire cherche ici à appréhender les opinions des chefs d'entreprise sur :

L'évolution de leurs activités au cours du trimestre ou du semestre par rapport au trimestre ou au semestre à venir ainsi que leur jugement sur l'ensemble du secteur en général. Les opinions sont recueillies selon les modalités suivantes : hausse, stabilité, baisse qui sont codées comme suit :

- (1) pour la hausse,
- (2) pour la stabilité,
- (3) pour la baisse,
- (0) pour les sans opinions.

Leur jugement sur les variables telles que la capacité de production installée, la demande reçue et les stocks de produits finis qui sont appréciés par rapport à un niveau jugé normal ou satisfaisant. Les réponses, "supérieur à la normale/plus que satisfaisant", "normale/suffisant", "inférieur à la normale/moins que satisfaisant", sont également codées selon les modalités (1, 2, 3). La modalité (0) est pour les sans opinions.

Enfin le questionnaire cherche à avoir le point de vue des chefs d'entreprise sur les facteurs qui bloquent l'évolution de leur activité et les moyens envisagés pour les corriger. Les réponses (Oui et Non) sont codées selon les modalités suivantes :

- (1) pour le Oui,
- (2) pour le Non et
- (0) pour ceux qui n'ont pas répondu.

En vue de calculer les soldes d'opinion, les notations chiffrées retenues par les chefs d'entreprise seront pondérées en fonction de l'importance de chaque entreprise dans la branche puis par les poids respectifs des branches par rapport à l'ensemble du secteur.

II. ASPECT STATISTIQUE

Cet aspect du questionnaire permet de disposer des données chiffrées sur les entreprises enquêtées. Il concerne le chiffre d'affaires, l'effectif des salariés, la capacité de production installée, le volume de production, le volume des ventes, le montant des ventes et le montant des ventes à l'étranger.

Le souci du respect de délai de publication de la note de conjoncture nous oblige à ne pas attendre l'arrivée de tous les questionnaires. De ce fait, tous les indices obtenus du traitement des questionnaires ne sont définitifs que deux trimestres après leur publication.

E. ANNEXES

ANNEXE I : SITUATION ECONOMIQUE MONDIALE

ANNEXE II : PLUVIOMETRIE

RELEVÉ PLUVIOMETRIQUE MENSUEL

2014	JANVIER		FEVRIER		MARS		TRIM I	
	q en mm	nb jours	q en mm	nb jours	q en mm	nb jours	q en mm	nb jours
LOME	47,5	4,0	50,9	3,0	80,1	6,0	178,5	13
TABLIGBO	7,0	1,0	22,8	3,0	142,1	10,0	171,9	14
ATAKPAME	9,2	3,0	12,4	3,0	111,4	11,0	133,0	17
KOUMA-KONDA	39,0	5,0	48,9	3,0	127,5	11,0	215,4	19
SOTOUBOUA	14,7	3,0	25,5	2,0	122,2	5,0	162,4	10
SOKODE	59,5	4,0	13,7	1,0	29,4	5,0	102,6	10
KARA	30,6	2,0	5,0	1,0	61,5	4,0	97,1	7
NIAMTOUGOU	0,9	2,0	0,0	0,0	34,6	4,0	35,5	6
MANGO	0,2	1,0	0,1	0,0	21,8	3,0	22,1	4
DAPAONG	0,6	1,0	0,0	0,0	22,9	3,0	23,5	4
MOYENNE	20,9	2,6	17,9	1,6	75,4	6,2	114,2	10,4

Variations en %

2014	JANVIER		FEVRIER		MARS		TRIM I	
	q en mm	nb jours	q en mm	nb jours	q en mm	nb jours	q en mm	nb jours
LOME	147,4	33,3	-	-	88,5	20,0	1,9	0,6
TABLIGBO	-	-	-	-	1,1	0,0	0,2	0,4
ATAKPAME	1050,0	200,0	106,7	200,0	-37,9	-8,3	-0,3	0,2
KOUMA-KONDA	-8,0	400,0	111,7	0,0	-48,2	-15,4	-0,3	0,1
SOTOUBOUA	-	-	-	-	-5,0	-54,5	0,3	-0,1
SOKODE	-	-	128,3	0,0	-24,6	-58,3	1,3	-0,2
KARA	-	-	-	-	39,5	-33,3	1,2	0,2
NIAMTOUGOU	-	-	-100,0	-100,0	-31,8	-55,6	-0,3	-0,4
MANGO	-	-	-	-	16,6	0,0	0,2	0,3
DAPAONG	-	-	-100,0	-100,0	-64,1	-25,0	-0,6	-0,2
MOYENNE	235,3	420,0	368,1	128,6	-21,0	-27,1	8,3	7,2

2015	JANVIER		FEVRIER		MARS		TRIM I	
	q en mm	nb jours	q en mm	nb jours	q en mm	nb jours	q en mm	nb jours
LOME	0,0	0,0	8,5	2,0	77,0	4,0	85,5	6
TABLIGBO	0,0	0,0	39,4	5,0	147,1	9,0	186,5	14
ATAKPAME	0,0	0,0	4,3	4,0	118,5	8,0	122,8	12
KOUMA-KONDA	0,0	0,0	120,0	10,0	255,0	11,0	375,0	21
SOTOUBOUA	0,0	0,0	9,6	5,0	91,4	6,0	101,0	11
SOKODE	0,0	0,0	2,1	4,0	67,0	4,0	69,1	8
KARA	0,0	0,0	16,9	2,0	21,3	3,0	38,2	5
NIAMTOUGOU	0,0	0,0	18,2	3,0	19,3	3,0	37,5	6
MANGO	0,0	0,0	42,4	3,0	10,1	2,0	52,5	5
DAPAONG	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0
MOYENNE	0,0	0,0	26,1	3,8	80,7	5,0	106,8	8,8

Variations en %

2015	JANVIER		FEVRIER		MARS		TRIM I	
	q en mm	nb jours	q en mm	nb jours	q en mm	nb jours	q en mm	nb jours
LOME	-100,0	-100,0	-83,3	-33,3	-3,9	-33,3	-0,5	-0,5
TABLIGBO	-100,0	-100,0	72,8	66,7	3,5	-10,0	0,1	0,0
ATAKPAME	-100,0	-100,0	-65,3	33,3	6,4	-27,3	-0,1	-0,3
KOUMA-KONDA	-100,0	-100,0	145,4	233,3	100,0	0,0	0,7	0,1
SOTOUBOUA	-100,0	-100,0	-62,4	150,0	-25,2	20,0	-0,4	0,1
SOKODE	-100,0	-100,0	-84,7	300,0	127,9	-20,0	-0,3	-0,2
KARA	-100,0	-100,0	238,0	100,0	-65,4	-25,0	-0,6	-0,3
NIAMTOUGOU	-100,0	-100,0	-	-	-44,2	-25,0	0,1	0,0
MANGO	-100,0	-100,0	42300,0	-	-53,7	-33,3	1,4	0,3
DAPAONG	-100,0	-100,0	-	-	-100,0	-100,0	-1,0	-1,0
MOYENNE	-100,0	-100,0	45,8	137,5	7,1	-19,4	-6,5	-15,4

Source: Direction de la Météorologie Nationale

ANNEXE III : COMMERCE EXTERIEUR

Statistiques trimestrielles par pays: Commerce Spécial Exportations

Partenaires		Premier trimestre 2014			Premier trimestre 2015			Variation poids	Variation valeur
		Poids net (Kg)	Valeur Fob (Xof)	Part relative	Poids net (Kg)	Valeur Fob (Xof)	Part relative	1T15/1T14	1T15/1T14
Principaux partenaires									
BF	Burkina Faso	35 959 564	12 142 870 798	15,9	69 899 531	15 434 505 568	20,4	94,4	27,1
BJ	Bénin	18 184 413	10 948 053 327	14,4	97 785 746	14 672 167 207	19,4	437,7	34,0
NE	Niger	129 285 252	13 195 875 864	17,3	14 420 594	8 545 275 836	11,3	-88,8	-35,2
ML	Mali	5 472 598	3 516 441 592	4,6	5 564 799	4 813 335 404	6,4	1,7	36,9
NG	Nigéria	5 043 925	8 513 361 021	11,2	2 391 113	4 233 750 161	5,6	-52,6	-50,3
CI	Côte d'Ivoire	2 053 008	1 822 092 283	2,4	2 400 114	3 332 431 763	4,4	16,9	82,9
GH	Ghana	5 150 553	5 779 917 065	7,6	4 273 707	2 806 830 169	3,7	-17,0	-51,4
AE	Emirats Arabes Unis	3 998	83 287 095	0,1	72 239	2 702 431 700	3,6	1 706,9	3 144,7
NL	Pays-bas	3 202 541	1 625 904 730	2,1	5 627 682	1 837 746 254	2,4	75,7	13,0
MY	Malaisie	661 053	648 863 409	0,9	2 433 529	1 827 745 052	2,4	268,1	181,7
LB	Liban	1 755	1 767 864 000	2,3	196 486	1 391 493 471	1,8	11 095,8	-21,3
CH	Suisse	1 068 333	3 335 013 305	4,4	1 142 555	1 389 089 572	1,8	6,9	-58,3
CN	Chine	22 900 463	2 415 998 200	3,2	15 643 283	1 195 200 938	1,6	-31,7	-50,5
ID	Indonésie	1 076 924	813 014 012	1,1	1 246 593	862 224 489	1,1	15,8	6,1
SN	Sénégal	1 358 691	795 951 703	1,0	1 581 990	764 137 830	1,0	16,4	-4,0
IN	Inde	18 165 853	171 930 000	0,2	7 270 404	730 808 774	1,0	-60,0	325,1
ZF	TOGO (Zone Franche)	0	0	0,0	1 597 957	708 582 425	0,9		
CM	Cameroun	248 410	484 608 883	0,6	663 640	682 308 880	0,9	167,2	40,8
FR	France	1 162 605	1 037 062 076	1,4	1 288 903	675 889 320	0,9	10,9	-34,8
Total, principaux partenaires		250 999 939	69 098 109 363	90,6	235 500 865	68 605 954 813	90,7	-6,2	-0,7
Autres partenaires		20 076 954	7 186 474 771	9,4	10 988 066	7 060 501 161	9,3	-45,3	-1,8
Total		271 076 893	76 284 584 134	100,0	246 488 931	75 666 455 974	100,0	-9,1	-0,8

Source: INSEED/DE

Statistiques trimestrielles par pays: Commerce Spécial Exportations

Partenaires		Premier trimestre 2014			Premier trimestre 2015			Variation poids	Variation valeur
		Poids net (Kg)	Valeur Fob (Xof)	Part relative	Poids net (Kg)	Valeur Fob (Xof)	Part relative	1T15/1T14	1T15/1T14
BF	Burkina Faso	35 959 564	12 142 870 798	28,6	69 899 531	15 434 505 568	32,4	94,4	27,1
BJ	Bénin	18 184 413	10 948 053 327	25,8	97 785 746	14 672 167 207	30,8	437,7	34,0
NE	Niger	129 285 252	13 195 875 864	31,1	14 420 594	8 545 275 836	17,9	-88,8	-35,2
ML	Mali	5 472 598	3 516 441 592	8,3	5 564 799	4 813 335 404	10,1	1,7	36,9
CI	Côte d'Ivoire	2 053 008	1 822 092 283	4,3	2 400 114	3 332 431 763	7,0	16,9	82,9
SN	Sénégal	1 358 691	795 951 703	1,9	1 581 990	764 137 830	1,6	16,4	-4,0
GW	Guinée-Bissau	0	0	0,0	176	47 955 565	0,1		
Total UEMOA		192 313 526	42 421 285 567	100,0	191 652 950	47 609 809 173	100,0	-0,3	12,2
Source: INSEED/DE									

Statistiques trimestrielles par pays: Commerce Spécial Exportations

Partenaires		Premier trimestre 2014			Premier trimestre 2015			Variation poids	Variation valeur
		Poids net (Kg)	Valeur Fob (Xof)	Part relative	Poids net (Kg)	Valeur Fob (Xof)	Part relative	1T15/1T14	1T15/1T14
BF	Burkina Faso	35 959 564	12 142 870 798	21,3	69 899 531	15 434 505 568	28,0	94,4	27,1
BJ	Bénin	18 184 413	10 948 053 327	19,2	97 785 746	14 672 167 207	26,6	437,7	34,0
NE	Niger	129 285 252	13 195 875 864	23,2	14 420 594	8 545 275 836	15,5	-88,8	-35,2
ML	Mali	5 472 598	3 516 441 592	6,2	5 564 799	4 813 335 404	8,7	1,7	36,9
NG	Nigéria	5 043 925	8 513 361 021	15,0	2 391 113	4 233 750 161	7,7	-52,6	-50,3
CI	Côte d'Ivoire	2 053 008	1 822 092 283	3,2	2 400 114	3 332 431 763	6,0	16,9	82,9
GH	Ghana	5 150 553	5 779 917 065	10,2	4 273 707	2 806 830 169	5,1	-17,0	-51,4
SN	Sénégal	1 358 691	795 951 703	1,4	1 581 990	764 137 830	1,4	16,4	-4,0
GN	Guinée	36 961	62 472 650	0,1	160 968	270 333 840	0,5	335,5	332,7
LR	Libéria	59 504	65 716 276	0,1	67 621	98 344 951	0,2	13,6	49,7
SL	Sierra Leone	3 712	31 830 000	0,1	22 420	88 863 000	0,2	504,0	179,2
GW	Guinée-Bissau	0	0	0,0	176	47 955 565	0,1		
GM	Gambie	34 641	34 704 770	0,1	8 618	10 079 415	0,0	-75,1	-71,0
Total CEDEAO		202 642 822	56 909 287 349	100,0	198 577 397	55 118 010 709	100,0	-2,0	-3,1

Source: INSEED/DE

Statistiques trimestrielles par produits: Commerce Spécial Exportations

Principaux produits	Produits	Premier trimestre 2014			Premier trimestre 2015			Variation poids		Variation valeur	
		Poids net (Kg)	Valeur Fob (Xof)	Part relative	Poids net (Kg)	Valeur Fob (Xof)	Part relative	1T15/1T14	1T15/1T14		
3923210000	SACS,SACHETS,POCHETTES,CORNETS EN POLYETHYLENE	5 960 985	5 761 489 942	7,6	5 936 606	5 619 734 620	7,4	-0,4	-2,5		
3304990000	AUTRES PRODUITS DE BEAUTE,DE MAQUILLAGE,SOLAIRES OU POUR	3 417 468	6 146 356 918	8,1	2 272 368	5 373 844 710	7,1	-33,5	-12,6		
7108120000	OR NON MONETAIRE, Y. C. L'OR PLATINE, SOUS AUTRES FORMES BR	5 754	5 787 923 000	7,6	5 008	5 046 135 000	6,7	-13,0	-12,8		
2523100000	CIMENTS NON PULVERISES DITS 'CLINKERS',MEME COLORES	41 000 000	1 643 737 300	2,2	116 012 790	4 274 315 487	5,6	183,0	160,0		
5201009000	COTON, NON CARDE NI PEIGNE: EGRENE	5 870 935	5 442 657 413	7,1	5 216 240	3 931 853 745	5,2	-11,2	-27,8		
6704190000	BARBES, SOURCILS, CILS, MECHEs ET SIMILAIRES EN MATIERES SYNT	921 186	2 693 345 450	3,5	1 664 855	3 631 833 173	4,8	80,7	34,8		
1511901000	AUTRES HUILES DE PALME...:COND.POUR LA VENTE AU DETAIL...EGA	0	0	0,0	7 468 210	2 736 240 860	3,6				
4601991000	NATTES, PAILLASSONS ET CLAIES EN AUTRES MATIERES	2 176 630	2 636 132 332	3,5	2 381 617	2 673 709 411	3,5	9,4	1,4		
3105300000	Hydrogenoorthophosphate de diammonium (phosphate diamoniq	3 000 000	698 586 750	0,9	8 402 500	2 331 263 725	3,1	180,1	233,7		
2202100000	EAUX Y.C. LES EAUX MINERALES ET GAZEIFIEES SUCREES OU AROMA	2 689 603	884 707 168	1,2	3 348 833	2 218 685 549	2,9	24,5	150,8		
3923290000	SACS,SACHETS,POCHETTES,CORNETS EN AUTRES MATIERES PLASTIC	1 130 333	1 245 565 663	1,6	2 350 785	2 151 807 880	2,8	108,0	72,8		
7210491000	TOLE GALVA ENROULEE	0	0	0,0	3 435 442	1 562 687 029	2,1				
0402990000	AUTRES LAIT ET CREME DE LAIT	3 304 800	1 294 120 000	1,7	3 544 800	1 379 997 500	1,8	7,3	6,6		
3920202000	EMBALLAGES IMPRIMES	0	0	0,0	502 229	1 282 345 374	1,7				
2710193990	Autres huiles lubrifiantes destinées à être mélangées	424 825	72 109 845	0,1	1 688 117	1 190 099 535	1,6	297,4	1 550,4		
6305330000	AUTRES CONTENANTS OBTENUS A PARTIR DE POLYETHYLENE OU DE	1 659 992	2 017 192 500	2,6	928 705	1 080 294 024	1,4	-44,1	-46,4		
1207400000	GRAINES DE SESAME, MEME CONCASSEES	8 699 500	878 880 112	1,2	14 026 828	1 053 228 710	1,4	61,2	19,8		
0402101000	CONDITIONNES EN EMBALLAGES DE 25 KG ET PLUS	670 000	1 206 000 000	1,6	677 150	980 724 000	1,3	1,1	-18,7		
1511909900	HUILE VEGETALE	0	0	0,0	3 046 971	884 973 000	1,2				
1515909000	AUTRES HUILES, GRAISSES...: AUTRES	2 241 635	433 772 770	0,6	4 111 931	881 991 314	1,2	83,4	103,3		
Total, principaux partenaires		83 173 646	38 842 577 163	50,9	187 021 985	50 285 764 646	66,5	124,9	29,5		
Autres produits		187 903 247	37 442 006 971	49,1	59 466 946	25 380 691 328	33,5	-68,4	-32,2		
Total		271 076 893	76 284 584 134	100,0	246 488 931	75 666 455 974	100,0	-9,1	-0,8		
Source: INSEED/DE											

Statistiques trimestrielles par pays: Commerce Spécial Exportations

Partenaires		Premier trimestre 2014			Premier trimestre 2015			Variation poids	Variation valeur
		Poids net (Kg)	Valeur Fob (Xof)	Part relative	Poids net (Kg)	Valeur Fob (Xof)	Part relative	1T15/1T14	1T15/1T14
Principaux partenaires									
BF	Burkina Faso	35 959 564	12 142 870 798	15,9	69 899 531	15 434 505 568	20,4	94,4	27,1
BJ	Bénin	18 184 413	10 948 053 327	14,4	97 785 746	14 672 167 207	19,4	437,7	34,0
NE	Niger	129 285 252	13 195 875 864	17,3	14 420 594	8 545 275 836	11,3	-88,8	-35,2
ML	Mali	5 472 598	3 516 441 592	4,6	5 564 799	4 813 335 404	6,4	1,7	36,9
NG	Nigéria	5 043 925	8 513 361 021	11,2	2 391 113	4 233 750 161	5,6	-52,6	-50,3
CI	Côte d'Ivoire	2 053 008	1 822 092 283	2,4	2 400 114	3 332 431 763	4,4	16,9	82,9
GH	Ghana	5 150 553	5 779 917 065	7,6	4 273 707	2 806 830 169	3,7	-17,0	-51,4
AE	Emirats Arabes Unis	3 998	83 287 095	0,1	72 239	2 702 431 700	3,6	1 706,9	3 144,7
NL	Pays-bas	3 202 541	1 625 904 730	2,1	5 627 682	1 837 746 254	2,4	75,7	13,0
MY	Malaisie	661 053	648 863 409	0,9	2 433 529	1 827 745 052	2,4	268,1	181,7
LB	Liban	1 755	1 767 864 000	2,3	196 486	1 391 493 471	1,8	11 095,8	-21,3
CH	Suisse	1 068 333	3 335 013 305	4,4	1 142 555	1 389 089 572	1,8	6,9	-58,3
CN	Chine	22 900 463	2 415 998 200	3,2	15 643 283	1 195 200 938	1,6	-31,7	-50,5
ID	Indonésie	1 076 924	813 014 012	1,1	1 246 593	862 224 489	1,1	15,8	6,1
SN	Sénégal	1 358 691	795 951 703	1,0	1 581 990	764 137 830	1,0	16,4	-4,0
IN	Inde	18 165 853	171 930 000	0,2	7 270 404	730 808 774	1,0	-60,0	325,1
ZF	TOGO (Zone Franche)	0	0	0,0	1 597 957	708 582 425	0,9		
CM	Cameroun	248 410	484 608 883	0,6	663 640	682 308 880	0,9	167,2	40,8
FR	France	1 162 605	1 037 062 076	1,4	1 288 903	675 889 320	0,9	10,9	-34,8
Total, principaux partenaires		250 999 939	69 098 109 363	90,6	235 500 865	68 605 954 813	90,7	-6,2	-0,7
Autres partenaires		20 076 954	7 186 474 771	9,4	10 988 066	7 060 501 161	9,3	-45,3	-1,8
Total		271 076 893	76 284 584 134	100,0	246 488 931	75 666 455 974	100,0	-9,1	-0,8

Source: INSEED/DE

Statistiques trimestrielles par pays: Commerce Spécial Importations

Partenaires		Premier trimestre 2014			Premier trimestre 2015			Variation poids	Variation valeur
		Poids net (Kg)	Valeur Caf (Xof)	Part relative	Poids net (Kg)	Valeur Caf (Xof)	Part relative	1T15/1T14	1T15/1T14
Principaux partenaires									
CN	Chine	69 734 513	39 778 031 045	18,2	80 196 048	38 446 612 824	18,2	15,0	-3,3
FR	France	24 308 073	16 003 414 584	7,3	26 612 570	19 400 110 443	9,2	9,5	21,2
BE	Belgique	17 400 791	12 946 510 318	5,9	26 563 870	11 812 880 876	5,6	52,7	-8,8
JP	Japon	3 667 094	5 677 717 485	2,6	7 610 637	11 560 494 258	5,5	107,5	103,6
IN	Inde	15 102 546	5 778 854 242	2,6	21 489 377	8 731 812 099	4,1	42,3	51,1
ES	Espagne	208 491 492	15 040 226 775	6,9	116 762 643	8 700 888 327	4,1	-44,0	-42,1
DE	Allemagne	5 947 840	8 099 213 369	3,7	9 302 362	7 846 545 595	3,7	56,4	-3,1
MA	Maroc	15 849 198	4 073 211 026	1,9	18 962 939	7 637 073 496	3,6	19,6	87,5
ZA	Afrique du Sud	3 403 659	2 139 695 238	1,0	51 610 960	7 161 178 531	3,4	1 416,3	234,7
CI	Côte d'Ivoire	7 000 990	4 137 412 084	1,9	17 966 315	7 014 552 637	3,3	156,6	69,5
GH	Ghana	35 393 950	7 651 022 874	3,5	32 030 365	6 959 368 933	3,3	-9,5	-9,0
SA	Arabie Saoudite	3 922 220	3 023 384 478	1,4	6 987 413	6 071 833 670	2,9	78,1	100,8
ID	Indonésie	15 380 614	4 955 358 393	2,3	26 708 896	5 361 683 987	2,5	73,7	8,2
US	Etats-Unis	95 314 217	8 899 344 828	4,1	9 517 394	4 920 836 591	2,3	-90,0	-44,7
KR	Corée, République	1 180 640	1 568 650 149	0,7	7 941 664	4 882 172 064	2,3	572,7	211,2
ZF	TOGO (Zone Franc	0	0	0,0	90 861 093	3 842 591 230	1,8		
TH	Thaïlande	56 746 565	3 936 950 108	1,8	15 252 798	3 190 928 393	1,5	-73,1	-18,9
Total, principaux partenaires		583 756 788	147 245 286 886	67,4	566 377 344	163 541 563 954	77,6	-3,0	11,1
Autres partenaires		284 961 325	71 258 115 086	32,6	137 180 900	47 133 866 164	22,4	-51,9	-33,9
Total		868 718 113	218 503 401 972	100,0	703 558 244	210 675 430 118	100,0	-19,0	-3,6

Source: INSEED/DE

Statistiques trimestrielles par pays: Commerce Spécial Importations

Partenaires		Premier trimestre 2014			Premier trimestre 2015			Variation poids	Variation valeur
		Poids net (Kg)	Valeur Caf (Xof)	Part relative	Poids net (Kg)	Valeur Caf (Xof)	Part relative	1T15/1T14	1T15/1T14
CI	Côte d'Ivoire	7 000 990	4 137 412 084	43,8	17 966 315	7 014 552 637	62,6	156,6	69,5
SN	Sénégal	1 696 524	1 405 915 329	14,9	2 545 101	1 637 950 255	14,6	50,0	16,5
BJ	Bénin	33 802 684	1 494 998 194	15,8	2 384 030	921 048 762	8,2	-92,9	-38,4
GW	Guinée-Bissau	7 335 191	2 202 069 441	23,3	2 842 210	854 703 610	7,6	-61,3	-61,2
BF	Burkina Faso	1 528 107	130 786 577	1,4	6 472 667	720 722 296	6,4	323,6	451,1
ML	Mali	18 234	17 137 840	0,2	48 755	50 450 213	0,5	167,4	194,4
NE	Niger	1 243 459	62 132 010	0,7	0	0	0,0	-100,0	-100,0
Total UEMOA		52 625 189	9 450 451 475	100,0	32 259 078	11 199 427 773	100,0	-38,7	18,5

Source: INSEED/DE

Statistiques trimestrielles par pays: Commerce Spécial Importations

Partenaires		Premier trimestre 2014			Premier trimestre 2015			Variation poids	Variation valeur
		Poids net (Kg)	Valeur Caf (Xof)	Part relative	Poids net (Kg)	Valeur Caf (Xof)	Part relative	1T15/1T14	1T15/1T14
CI	Côte d'Ivoire	7 000 990	4 137 412 084	22,4	17 966 315	7 014 552 637	35,2	156,6	69,5
GH	Ghana	35 393 950	7 651 022 874	41,3	32 030 365	6 959 368 933	34,9	-9,5	-9,0
NG	Nigéria	7 745 162	1 404 035 671	7,6	7 625 409	1 758 809 029	8,8	-1,5	25,3
SN	Sénégal	1 696 524	1 405 915 329	7,6	2 545 101	1 637 950 255	8,2	50,0	16,5
BJ	Bénin	33 802 684	1 494 998 194	8,1	2 384 030	921 048 762	4,6	-92,9	-38,4
GW	Guinée-Bissau	7 335 191	2 202 069 441	11,9	2 842 210	854 703 610	4,3	-61,3	-61,2
BF	Burkina Faso	1 528 107	130 786 577	0,7	6 472 667	720 722 296	3,6	323,6	451,1
ML	Mali	18 234	17 137 840	0,1	48 755	50 450 213	0,3	167,4	194,4
GM	Gambie	2 000	3 000 000	0,0	0	0	0,0	-100,0	-100,0
NE	Niger	1 243 459	62 132 010	0,3	0	0	0,0	-100,0	-100,0
Total CEDEAO		95 766 301	18 508 510 020	100,0	71 914 852	19 917 605 735	100,0	-24,9	7,6

Source: INSEED/DE

Statistiques trimestrielles par produits: Commerce Spécial Importations									
Produits		Premier trimestre 2014			Premier trimestre 2015			Variation poids	Variation valeur
		Poids net (Kg)	Valeur Fob (Xof)	Part relative	Poids net (Kg)	Valeur Fob (Xof)	Part relative	1T15/1T14	1T15/1T14
Principaux produits									
2710192100	Huiles lourdes à l'exclusion des huiles lubrifiantes: gas-oil	31 082 813	15 101 095 669	6,9	30 551 638	11 017 516 999	5,2	-1,7	-27,0
2710124000	Autres HUILES DE PETROLE	0	0	0,0	21 445 519	8 304 921 441	3,9		
2523100000	CIMENTS NON PULVERISES DITS 'CLINKERS', MEME COLORES	310 529 489	11 807 604 111	5,4	153 363 720	6 897 159 397	3,3	-50,6	-41,6
3105300000	Hydrogenoorthophosphate de diammonium (phosphate diamoniqu	13 500 000	2 948 823 225	1,3	15 625 760	4 514 739 863	2,1	15,7	53,1
3901200000	POLYETHYLENE DE DENSITE EGALE OU SUPERIEURE A 0.94,SOUS FORM	4 094 875	3 196 089 157	1,5	5 387 792	4 462 466 743	2,1	31,6	39,6
5404900000	LAMES ET SIMILAIRES EN SYNTHETIQUES, 5 MM OU - DE LARGEUR APP	1 025 869	2 892 264 480	1,3	1 205 540	4 388 794 747	2,1	17,5	51,7
8703900000	AUTRES VEHICULES DU N°87.04	5 330 063	4 172 120 887	1,9	3 219 129	4 322 168 702	2,1	-39,6	3,6
1511901000	AUTRES HUILES DE PALME...:COND.POUR LA VENTE AU DETAIL..EGAL	945 544	228 560 000	0,1	22 773 141	4 006 305 315	1,9	2 308,5	1 652,8
3004909000	PRODUITS VETERINAIRE	0	0	0,0	690 562	3 936 290 626	1,9		
3902100000	POLYPROPYLENE,SOUS FORMES PRIMAIRES	3 141 436	2 433 658 393	1,1	4 531 387	3 861 469 997	1,8	44,2	58,7
5208490000	AUTRES TISSUS DE COTON COULEUR, 85 %, 200 G/M2 OU -	4 922 913	3 548 120 256	1,6	5 210 722	3 655 817 969	1,7	5,8	3,0
2701200000	COMBUSTIBLES SOLIDES AGGLOMERES OBTENUS A PARTIR DE LA HOU	0	0	0,0	47 806 000	3 350 470 300	1,6		
7213919000	FIL MACHINE ET FIL RECUIT	0	0	0,0	11 481 205	3 048 458 440	1,4		
2713200000	BITUME DE PETROLE	9 605 020	2 841 025 700	1,3	9 657 624	2 820 796 434	1,3	0,5	-0,7
3901100000	POLYETHYLENE D'UNE DENSITE INFERIEURE A 0.94,SOUS FORMES PRIM	4 142 460	3 240 985 466	1,5	3 108 463	2 648 400 537	1,3	-25,0	-18,3
7612909000	E BOITES VIDES EN ALUMINIUM	0	0	0,0	772 441	2 600 114 457	1,2		
2710192400	Fuel-oil lourd I	3 130 682	965 748 754	0,4	8 129 969	2 536 703 440	1,2	159,7	162,7
6309000000	Articles de friperie	978 099	181 866 142	0,1	13 254 005	2 153 391 874	1,0	1 255,1	1 084,1
8711209900	MOTOS DT125 NEUVES	0	0	0,0	1 927 333	2 112 611 066	1,0		
7209180000	LAMINES PLATS A FROID,ENROULES,D'UNE EPAISSEUR INFERIEURE A	1 329 445	550 437 615	0,3	6 330 029	2 109 899 311	1,0	376,1	283,3
0303190000	Autres Saumons du pacifique	9 242 497	2 776 201 925	1,3	6 622 756	1 990 185 601	0,9	-28,3	-28,3
0402101000	CONDITIONNES EN EMBALLAGES DE 25 KG ET PLUS	2 367 825	3 376 382 406	1,5	1 635 981	1 891 246 189	0,9	-30,9	-44,0
3302100000	MELANGES ODORIFERANTS POUR INDUSTRIES ALIMENTAIRES OU DES	392 533	1 173 727 516	0,5	327 671	1 841 392 612	0,9	-16,5	56,9
2710193990	Autres huiles lubrifiantes destinées à être mélangées	5 726 324	2 803 342 651	1,3	2 096 371	1 664 604 834	0,8	-63,4	-40,6
2710191200	Huiles moyennes: petrole lampant	2 848 133	1 508 666 213	0,7	3 323 658	1 447 619 946	0,7	16,7	-4,0
Total, principaux partenaires		414 336 020	65 746 720 566	30,1	380 478 416	91 583 546 840	43,5	-8,2	39,3
Autres produits		454 382 093	152 756 681 406	69,9	323 079 828	119 091 883 278	56,5	-28,9	-22,0
Total		868 718 113	218 503 401 972	100,0	703 558 244	210 675 430 118	100,0	-19,0	-3,6

Source: INSEED/DE

BALANCE COMMERCIALE EN VALEUR						
	Ensemble des partenaires		CEDEAO		UEMOA	
	Premier trimestre 2014	Premier trimestre 2015	Premier trimestre 2014	Premier trimestre 2015	Premier trimestre 2014	Premier trimestre 2015
Exportations	76 284 584 134	75 666 455 974	56 909 287 349	55 118 010 709	42 421 285 567	47 609 809 173
Importations	218 503 401 972	210 675 430 118	18 508 510 020	19 917 605 735	9 450 451 475	11 199 427 773
Solde	-142 218 817 838	-135 008 974 144	38 400 777 329	35 200 404 974	32 970 834 092	36 410 381 400
Source: INSEED/Direction de l'Economie						

ANNEXE IV : PRIX ET INFLATION

IHPC 2015 : PREMIER TRIMESTRE

Base 100 en 2008

	pondé.	Moy T1 15	Moy T4 14	Moy T1 14	Mars 2015	Mars 2014	Contributions à l'inflation	T1 15/ T4 14	T1 15/ T1 14	Mars 2015/ Mars 2014
1 Produits alimentaires et boissons non alcoolisées	2867	114,1	108,3	108,6	113,0	109,7	1,5	5,4	5,1	3,0
Produits alimentaires	2779	114,0	108,0	108,5	112,8	109,6	1,4	5,5	5,1	2,9
dont : Pain et céréales	792	94,2	93,9	96,3	93,9	97,1	-0,2	0,4	-2,2	-3,3
Viande	228	115,1	115,0	115,5	114,1	115,8	-0,01	0,1	-0,4	-1,5
Poissons et fruits de mer	562	135,1	124,0	124,0	135,7	124,7	0,5	8,9	9,0	8,8
Huiles et graisses	204	96,2	95,5	93,9	94,1	92,1	0,05	0,8	2,4	2,2
Légumes	553	119,0	107,8	107,0	111,1	107,6	0,6	10,4	11,2	3,3
Tubercules et plantains	155	92,8	87,1	99,7	97,6	103,4	-0,1	6,5	-7,0	-5,6
Sel, épices, sauces et produits alimentaires n.d.a	181	130,1	116,0	116,3	133,1	124,4	0,2	12,2	11,9	7,0
Boissons non alcoolisées	88	117,2	116,2	112,2	120,7	112,1	0,04	0,9	4,4	7,6
2 Boissons alcoolisées, tabac et stupéfiants	83	109,3	110,1	109,8	107,6	109,9	-0,004	-0,8	-0,5	-2,1
Boissons alcoolisées	76	108,1	109,5	108,7	106,4	108,9	-0,004	-1,3	-0,5	-2,3
Tabac et stupéfiants	7	120,1	117,1	122,0	120,5	120,7	-0,001	2,5	-1,6	-0,1
3 Articles d'habillement et chaussures	874	105,3	104,8	104,7	105,3	104,7	0,05	0,4	0,5	0,6
4 Logement, eau, gaz, électricité et autres combustibles	1064	122,6	121,7	120,7	122,7	121,0	0,2	0,7	1,6	1,4
5 Meubles, articles de ménage et entretien courant de foyer	356	111,9	112,0	111,9	112,1	111,9	0,001	-0,1	0,0	0,1
6 Santé	368	103,5	102,7	102,1	104,3	102,6	0,05	0,8	1,3	1,6
7 Transports	1230	120,0	123,4	122,4	119,3	123,7	-0,2	-2,8	-2,0	-3,5
8 Communications	609	100,4	100,5	100,5	100,4	100,5	-0,01	0,0	-0,1	-0,1
9 Loisirs et culture	191	98,6	99,2	99,3	98,7	99,3	-0,01	-0,6	-0,7	-0,6
10 Enseignement	199	116,2	116,2	113,8	116,2	113,9	0,04	-0,1	2,1	2,0
11 Restaurants et hôtels	1573	124,4	124,5	123,1	124,4	123,3	0,2	-0,1	1,1	0,9
12 Biens et services divers	586	119,3	118,5	118,0	118,9	118,0	0,1	0,7	1,1	0,8
INDICE GLOBAL	10000	115,3	113,9	113,4	114,9	113,9	1,7	1,2	1,7	0,9

Source : Institut National de la Statistique et des Etudes Economiques et Démographiques (INSEED)

ANNEXE V : FINANCES PUBLIQUES

FINANCES PUBLIQUES (en milliards de FCFA)

RUBRIQUES	Budget 2015 sous forme TOFE	Réal. 1 ^{er} trimestr e 2014	Réal. 1 ^{er} trimestr e 2015	Variation en % T1-2015/ T1-2014	Taux d'exécution du budget
I. RECETTES FISCALES BUDGETAIRES	480,39	99,76	110,25	10,5	23,0
RECouvreMENTS FISCAUX CI (ex DGI)	209,88	45,27	49,87	10,2	23,8
IMPOTS DIRECTS	99,98	21,55	20,18	-6,3	20,2
BIC autres/IS+IMF (Sociétés)	41,55	8,95	9,74	8,9	23,4
Taxe progressive/ IRPP+IMF (PP)	25,61	5,56	5,47	-1,7	21,4
Recettes des exercices antérieurs	23,00	5,35	3,31	-38,2	14,4
Taxe sur salaires	2,62	0,80	0,77	-4,2	29,4
Taxe Professionnelle Unique (TPU)	0,34	0,11	0,12	14,1	35,5
Autres	6,87	0,78	0,78	0,1	11,3
IMPOTS INDIRECTS	109,90	23,72	29,69	25,2	27,0
ADMINISTRATION DES IMPOTS	98,44	22,03	27,55	25,1	28,0
Taxe sur transactions/ TVA	70,84	15,26	20,51	34,4	29,0
Droits d'accises sur les produits pétroliers (initialement Taxe sur la Consommation des Produits Pétroliers (TCPP))	8,42	1,61	2,25	40,3	26,8
Droits d'accises sur les produits pétroliers affectés au FER (Fonds d'Entretien Routier)	9,08	2,43	2,28	-6,1	25,1
Promotion ind./Autres droits de conso.	7,68	2,19	1,83	-16,1	23,9
Autres	2,41	0,55	0,67	23,1	28,0
DROITS D'ENREGIST. ET DE TIMBRE	11,46	1,69	2,14	26,6	18,7
CONTRIBUTIONS INDIRECTES LIQUIDEES PAR LE CDDI (ex DG)	270,51	54,50	60,38	10,8	22,3
Droits d'importation (DFE)	90,02	17,93	20,66	15,2	23,0
TVA (Douanes; yc TT< 1990)	139,85	26,81	32,19	20,1	23,0
Redevance Statistique (Taxe de Statistique)	11,67	2,37	3,02	27,4	25,8
Autres (yc Redev inspect* et vérif march import à partir de 2004)	15,42	1,72	2,83	64,4	18,4
Soutien à la Politique Pétrolière	13,55	5,67	1,68	-70,3	12,4
II. RECETTES NON FISCALES BUDGETAIRES	52,11	6,08	9,91	62,9	19,0
Produits de participation financière	31,54	0,81	2,59	220,6	8,2
Autres (loc. dom. Ind, agric, forest, immo)	20,57	5,28	7,32	38,7	35,6
A. RECETTES DU BUDGET GENERAL = I + II	532,50	105,85	120,16	13,5	22,6
TOTAL DES RECETTES NON FISCALES	54,58	6,08	9,91	62,9	18,2
B. RECETTES DES COMPTES SPECIAUX	2,47	0,00	0,00		0,0
TOTAL RECETTES DU BUDGET DE L'ETAT = A + B	534,97	105,85	120,16	13,5	22,5
A. DEPENSES DU BUDGET GENERAL= I+II+III	465,06	117,15	119,37	1,9	25,7
I. PERSONNEL	162,88	32,54	34,56	6,2	21,2
Ass. Nat., Ministères et services	161,00	31,82	33,83	6,3	21,0
dont: a - Services Civils	161,00	26,49	28,05	5,9	17,4
b - Services Militaires	0,00	5,33	5,78	8,4	
Dépenses communes	1,88	0,72	0,73	0,9	38,8
II. AUTRES DEPENSES COURANTES	269,04	76,96	75,87	-1,4	28,2
Matériel (yc dépenses communes matériel)	56,82	14,90	13,41	-10,0	23,6
dont: a - Services Civils	52,98	7,87	8,11	3,1	15,3
b - Services Militaires	0,00	4,68	3,00	-35,9	
c - Dépenses Communes de Matériel	3,84	0,33	0,09	-71,3	2,5
Communes Diverses (yc rég. gestions antér.)	79,10	16,28	16,59	1,9	21,0
Bourses et stages	7,12	7,20	5,65	-21,6	79,3
Subventions, secours, dette viagère	90,61	29,07	34,76	19,5	38,4
Contributions diverses	33,51	9,51	5,46	-42,6	16,3
III. INTERETS DUS SUR DETTE PUBLIQUE	33,15	7,64	8,95	17,1	27,0
1- Intérêts dus sur dette intérieure	26,01	5,50	5,28	-4,1	20,3
2- Intérêts dus sur dette extérieure	7,14	2,13	3,67	72,0	51,4
F.M.I.	0,00	0,00	0,00		
Autres	7,14	2,13	3,67	72,0	51,4
B. DEPENSES DES COMPTES SPECIAUX	2,47	0,00	0,00		0,0
C. TOTAL DEPENSES COURANTES	467,54	117,15	119,37	1,9	25,5
INVESTISSEMENTS , par sources de financement	257,28	18,87	20,62	9,3	8,0
Sources Externes	114,64	6,53	9,97	52,7	8,7
Emprunts liés aux projets	55,72	4,66	7,62	63,5	13,7
Dons liés aux projets	58,92	1,87	2,35	25,7	4,0
Ressources propres	142,64	12,34	10,64	-13,7	7,5
EMPRUNTS ET DONS DE L'ETAT	280,94	6,53	9,97	52,7	3,6
A. EMPRUNTS	177,72	4,66	7,62	63,5	4,3
B. DONS	103,22	1,87	2,35	25,7	2,3
TOTAL DEPENSES	724,82	136,01	139,98	2,9	19,3

Source: Direction de l'Economie

ANNEXE IV : DETTE PUBLIQUE

DETTE PUBLIQUE										
(encours en fin de période: en milliards de FCFA)										
	2014				2015	Variation valeur : T1 15/T4 14	Var.% T1 15/T4 14	Variation valeur : T1 15/T1 14	Var.% T1 15/T1 14	
	T1 14	T2 14	T3 14	T4 14	T1 15					
70100 DETTE PUBLIQUE TOTALE										
70101 Encours de la dette de l'Etat	903,9	918,5	1 004,2	1 036,3	1 115,2	78,9	7,6	211,3	23,4	
DETTE EXTERIEURE TOTALE	368,8	420,1	436,0	470,5	510,5	40,0	8,5	141,7	38,4	
70200 DETTE EXTERIEURE A MLT	368,8	420,1	436,0	470,5	510,5	40,0	8,5	141,7	38,4	
<i>multilatérale:</i>										
<i>* situation en fin de période:</i>										
70201 Encours en fin de période	211,3	229,2	230,3	243,1	256,5	13,4	5,5	45,2	21,4	
702011 Arriérés du principal	0,0	1,9	0,7	0,0	0,0	0,0		0,0		
702012 Arriérés des intérêts	0,0	1,4	0,4	0,0	0,0	0,0		0,0		
<i>* opérations en cours d'année:</i>										
702013 Engagements (nouveaux prêts)	39,1	74,5	105,1	105,1	0,0	-105,1	-100,0	-39,1	-100,0	
702014 Tirages	2,5	13,6	17,5	38,1	1,7	-36,4	-95,5	-0,8	-32,0	
702018 Montant du principal payé	0,5	1,3	3,5	10,8	1,0	-9,8	-90,7	0,5	100,0	
702019 Montant des intérêts acquittés	1,0	1,3	2,9	5,8	0,7	-5,1	-87,9	-0,3	-30,0	
<i>bilatérale:</i>										
<i>* situation en fin de période:</i>										
70202 Encours en fin de période	28,1	26,8	26,7	26,7	32,0	5,3	19,9	3,9	13,9	
702021 Arriérés du principal	0,0	0,7	0,0	0,0	0,0	0,0		0,0		
702022 Arriérés des intérêts	0,0	0,2	0,0	0,0	0,0	0,0		0,0		
<i>* opérations en cours d'année:</i>										
702023 Engagements (nouveaux prêts)	0,0	0,0	0,0	14,5	0,0	-14,5	-100,0	0,0		
702024 Tirages	0,0	0,2	0,2	0,2	3,0	2,8	1 400,0	3,0		
702025 Rééchelonnements	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0		0,0		
702026 Moratoire	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0		0,0		
702027 Annulations de dettes	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0		0,0		
702028 Montant du principal payé	0,6	2,7	3,5	4,2	0,1	-4,1	-97,6	-0,5	-83,3	
702029 Montant des intérêts acquittés	0,0	0,3	0,5	0,7	0,0	-0,7	-100,0	0,0		
70202P Dette éligible au Club de Paris										
<i>* situation en fin de période:</i>										
70202P Encours en fin de période	6,2	4,0	4,0	3,9	3,9	0,0	0,0	-2,3	-37,1	
70202P1 Arriérés du principal	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0		0,0		
70202P2 Arriérés des intérêts	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0		0,0		
<i>dette privée (Club de Londres):</i>										
<i>* situation en fin de période</i>										
70203 En cours en fin de période	129,4	164,1	179,0	200,7	222,0	21,3	10,6	92,6	71,6	
702031 Arriérés du principal	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0		0,0		
702032 Arriérés des intérêts	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0		0,0		
70300 DETTE INTERIEURE TOTALE	535,1	498,4	568,2	565,8	604,7	38,9	6,9	69,6	13,0	

Source: Direction de la Dette Publique / DGTCP